



LUNDI 10 DÉCEMBRE 2018

"Nous idéalisons la vie, mais mourir du cancer ou mourir à la guerre est la même chose."

- ▶ **Le pacte de transition écologique : Êtes-vous certain de savoir ce que vous souhaitez?** (Yvan Dutil) p.1
- ▶ **À la COP24, ONG et citoyens appellent à garder le charbon sous terre** p.4
- ▶ **Qui va se manger le pic pétrolier ?** (Ugo Bardi) p.7
- ▶ **Réflexions sur l'avenir de la production mondiale de pétrole** p.12
- ▶ **Faible teneur en octane** p.19
- ▶ **Climat : pourquoi résistons-nous au changement ?** p.23
- ▶ **Forte croissance des émissions mondiales de CO2 en 2018** (Johan Lorck) p.25
- ▶ **La fonte du permafrost libère des bactéries, des virus et du méthane** p.28
- ▶ **La fonte du permafrost va libérer la plus grande réserve de mercure de la planète...** p.30
- ▶ **Carburant : « La mobilisation était prévisible », selon Jean-Marc Jancovici** p.31
- ▶ **Rente pétrolière et corruption : le cas du Nigéria** p.34
- ▶ **La taxe carbone, entre fronde conservatrice et exercice éducatif** p.35
- ▶ **Après Macron (Didier Mermin)** p.38
- ▶ **L'illusion technologique confrontée au climat** (Michel Sourrouille) p.42
- ▶ **Peuple et dirigeants ont un problème avec l'écologie** (Michel Sourrouille) p.43
- ▶ **Ni Ruffin, ni Leclerc ! A bas le pouvoir d'achat !** (Michel Sourrouille) p.45

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Alerte baissière sur les marchés. Croix de la mort... qui tue !** (Charles Sannat) p.47
- ▶ **Une « croix de la mort » sur les marchés** p.48
- ▶ **60% de baisse à prévoir sur les marchés actions ?** (Bill Bonner) p.50
- ▶ **Fausse monnaie, faux débats et faux-fuyants** (Simone Wapler) p.53
- ▶ **USA: Nouveaux sommets historiques au 3ème trimestre 2018 pour ces 3 bulles de crédit qui menacent d'exploser à tout moment** p.55
- ▶ **« La révolution selon Macron !! »** (Charles Sannat) p.57
- ▶ **Finalement, octobre c'était bien** (Thomas Veillet) p.61
- ▶ **L'économie américaine point d'interrogation** (François Leclerc) p.65

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Le pacte de transition écologique : Êtes-vous certain de savoir ce que vous souhaitez?

Yvan Dutil 2 décembre 2018 Voir.ca

Yvan Dutil est astrophysicien et chef du parti vert du Canada au niveau fédéral

[NYOUZ2DÉS : **enfin quelqu'un qui sait de quoi il parle.** Ma vision des choses est pratiquement identique sur ces sujets. Voir article suivant pour un contre-exemple.]

On ne peut que se réjouir de l'intérêt suscité par le **Pacte de transition écologique** proposé par certaines personnalités publiques. Cependant, ce qui est déprimant c'est la très mauvaise compréhension de la nature et surtout de la magnitude du défi auquel nous devons faire face.

En effet, une véritable transition écologique demande une restructuration complète de la société. Ceux qui pensent que les petits gestes suffisent sont complètement dans le champ. Je n'ai guère entendu que mes anciens patrons [Normand Mousseau](#) et [Harvey Mead](#) invoquer et souvent du bout des lèvres l'immense défi qui s'offre à nous. Cela est extrêmement malheureux.

Aucune image n'est plus claire que la masse de la [technosphère](#), qui atteint 30 Tt, alors que la masse des humains est de l'ordre de 0,37 Gt. Ce qui veut dire que pour chaque kg de chair humaine, il y a 75 tonnes de matière perturbée par l'humain; l'essentiel étant sous la forme de bâtiments et de terres agricoles. Aujourd'hui, la [biomasse animale contrôlée par les humains](#) dépasse tout le reste de la nature, exception faite des arthropodes et des poissons. Bref, le principal impact des humains sur l'environnement, c'est leurs besoins de base : nourriture et abri. Et cela ne changera pas, quelle que soit la source d'énergie que nous utiliserons dans le futur.



Il faut dire que nous faisons face à une situation qui a très peu de précédents du point de vue culturel. En effet, depuis la découverte de l'Amérique, nous vivions dans un monde vide, dans lequel la fortune souriait aux audacieux, car il y avait toujours de nouvelles ressources disponibles. Cet apport de nouvelles ressources s'est amplifié avec l'usage de ressources fossiles au XVIII^e siècle. Nous avons commencé à sentir les limites biophysiques de la Terre que dans les années 70.

Étant donné la disponibilité perpétuelle de nouvelles ressources, historiquement, le débat politique a porté sur leur redistribution et non sur leur conservation ou sur l'existence même de limites. Personne n'a construit de culture politique de la gestion des limites physiques, car ce n'était pas nécessaire. De sorte, qu'il est quasiment impossible pour nos sociétés de traiter correctement ces problèmes tellement la culture politique est dépourvue de références adéquates. Et même, toute idée qui semble aller dans ce sens est le plus souvent rejetée comme antidémocratique, répressive ou même anti-humains.

Le plus souvent, ceux qui sont partisans de la protection de l'environnement le font essentiellement dans un contexte de lutte anti-capitaliste. L'image mentale est encore le riche qui affame les pauvres travailleurs exploités, épuisant la Terre au passage, pour assouvir ses bas instincts insatiables. Cette image néglige le petit détail que les riches c'est d'abord nous. Les gens extrêmement riches malgré leur mode de vie excessif n'ont au final que peu d'impact.

D'une part, ils ne sont pas très nombreux; d'autre part plus on est riche, plus la proportion de services consommés est importante dans notre budget, ce qui diminue l'impact. De plus, les riches, par définition, ne consomment pas tous leurs revenus. En fait, dans le monde développé, même si vous êtes un itinérant, vous [défoncez les bilans environnementaux](#) juste avec vos besoins de base et de la présence des infrastructures.

On utilise aussi l'image de la pureté. C'est pourquoi les militants sont contre la pollution, mais aussi les pesticides, les OGM, etc. On vante aussi le bio et le local pour la même raison. Pourtant, cela évite soigneusement le cœur de problème.

Le plus frustrant de cette situation est que les outils intellectuels nécessaires pour aborder ces problèmes existent déjà et depuis longtemps. En effet, le domaine du génie fait que gérer des contraintes physiques depuis l'Antiquité. Les analyses de cycles de vie existent depuis les années 70. Les matrices économiques entrée-sortie depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais, en même temps, ces mêmes domaines de connaissances sont notoirement inexistant de l'espace public. Pour gagner ses élections, mieux vaut ignorer la réalité biophysique, même si c'est illégal! En effet, au Québec, le développement durable est [imposé par une loi](#) depuis des années. Par conséquent, le programme de l'ensemble des partis politiques est largement composé de propositions qu'on ne devrait pas mettre en pratique, si l'on veut respecter l'esprit de la loi!

C'est fondamentalement pour cela que toutes les analyses et les cris d'alarme faits par les scientifiques tombent à plat : ils sont hors du champ culturel des décideurs et des faiseurs d'opinions usuels et de la population en général. Dans le même contexte, toute notre pensée éthique est largement déontologique, orientée vers les minorités vulnérables, prioritairement à l'effet global pour la société, qui lui est utilitariste. Cela amène souvent à des prises de position aberrantes du point du développement durable dans le seul but de protéger et de favoriser une population particulière.

Rendu à ce point de la discussion, quand mon interlocuteur n'est pas dans le déni complet, il pose alors avec la question qui tue : quelle est la solution?

Premièrement, il faut commencer par admettre qu'il n'y en aura pas de facile. Il faut couper notre empreinte écologique d'un facteur 4 au minimum! Or, suite à mes nombreuses lectures sur le sujet, je vois difficilement comment la technologie peut nous donner plus d'un facteur 2 sur le long terme. C'est à peu près ce qu'offrent les bâtiments durables et les voitures électriques quand on tient compte des infrastructures. Donc cela va nécessairement faire mal et les gens les plus vulnérables en seront les premiers affectés. Et encore, il n'y a [aucune garantie](#), malgré ces sacrifices, que ce soit suffisant pour offrir une vie satisfaisante à l'ensemble de l'humanité.

La première chose à faire, c'est de [contrôler notre démographie](#). Moins il y aura d'humains à nourrir et à loger, moins le problème sera grand. C'est ce que l'on aurait dû faire dès les années 70. Ceux qui rejettent la question démographique du revers de la main ne font que rejeter le fait que l'essentiel de l'humanité espère un niveau de vie meilleur. Dans nos pays, il faut aussi être cohérent et commencer à penser à résoudre nos problèmes de vieillissement de population d'autres façons qu'en important des travailleurs de l'étranger.

Le second bras de levier important est de réduire le poids des infrastructures dans notre mode

de vie. Idéalement, il faut habiter en ville dans un appartement le plus petit possible afin de [maximiser l'usage des infrastructures existantes](#) et minimiser la construction de nouvelles infrastructures. Cela impose aussi d'avoir des plans d'urbanisme compacts et un système de transport en commun efficace. Le retour à la terre, c'est une recette garantie pour augmenter votre empreinte écologique. Je note au passage que tous les urbanistes et les spécialistes du transport comprennent cela parfaitement.

Les bâtiments durables c'est bien, mais il va falloir des décennies pour remplacer le parc de bâtiments existants. Aller plus vite que le remplacement naturel, c'est une bonne façon de gaspiller des ressources. Malheureusement, l'industrie de la construction est celle qui fait le plus rouler l'économie et c'est celle qui laisse des objets visibles. De sorte qu'une politique visant à minimiser les infrastructures garantit automatiquement une crise économique et la perte d'emploi au politicien qui l'a proposé.

Le second bras de levier important, c'est [la nourriture](#). En particulier, réduire la consommation de [viande rouge](#). Attention, ce n'est pas miraculeux. Vous pouvez réduire significativement votre empreinte écologique, mais cela n'élimine pas le problème loin de là. Et, c'est vraiment le changement de menu qui est important, le bio et le [local](#) ne changent pas grand-chose et peuvent être souvent contre-productifs. Évidemment, c'est le genre de politiques qui assure la non-élection des représentants des régions, car elles assurent un appauvrissement généralisé des agriculteurs. Cependant, ce qui pourrait être payant à court terme, c'est de réduire la taille des tracteurs et de minimiser le labour.

Pour le reste, avoir une [voiture électrique](#) aide un peu, mais c'est mieux de ne pas en avoir du tout. Le [transport en commun](#) c'est bien, mais s'il faut faire des infrastructures, il faut s'assurer qu'elles soient utilisées au mieux. Vous pouvez aussi [sacrifier vos animaux domestiques](#) et les voyages en avion, si le cœur vous en dit.

Rendu à ce point de la lecture, vous auriez normalement dû comprendre que pacte de transition écologique ou pas, cela ne changera pas fondamentalement la nature du problème. Seules des mesures coercitives extrêmes pourraient permettre une telle transition de façon efficace. La logique est simple : il faut rationner les ressources afin de tenir compte de l'existence de limites biophysiques.

Cette dernière solution étant totalement inacceptable à la majorité de la population, je peux vous garantir que la transition écologique n'aura pas lieu volontairement. Dans les démocraties modernes, elle est politiquement insoutenable, car elle est contraire à l'intérêt personnel d'une trop grande partie de la population pour qu'elle s'effectue sans heurt. Les gilets jaunes en France en sont un bon exemple.

Face à ce constat, que reste-t-il? Comme dit Hubert Reeves « Faisons comme si ce n'était pas foutu ». Continuer les petits gestes en espérant gagner assez de temps pour que la transition se fasse relativement en douceur. De toute façon, la décroissance arrivera toute seule d'elle même vers 2030, si la tendance historique se maintient. Après, ce ne sera qu'une gestion de crise permanente.

[Rêves d'enfants immatures:]

[À la COP24, ONG et citoyens appellent à garder le](#)

charbon sous terre

AFP parue le 04 déc. 2018 <https://www.connaissancedesenergies.org/>

[NYOUZ2DÉS : Ah oui? Et que proposent-ils en retour qui possède les mêmes qualités techniques c'est-à-dire pilotable, avec un facteur de charge de 90%? (et de même *densité énergétique*).]



Des ONG représentant des citoyens du monde entier ont insisté mardi pour que le charbon reste sous terre, à l'occasion de [la 24^e conférence mondiale sur le climat](#) présidée par la Pologne, qui refuse de voir "assassiner" son industrie minière.

Quelque 200 pays sont réunis depuis dimanche à Katowice, où ils doivent finaliser d'ici à mi-décembre les règles d'application de l'accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement à +2°C, idéalement +1,5°C, par rapport à l'ère pré-industrielle. Selon les scientifiques du GIEC, il faudrait, pour rester sous la limite de +1,5°C, réduire les émissions mondiales de CO₂ de près de 50% d'ici à 2030 par rapport à 2010.

"L'urgence de la crise climatique est plus que réelle sur le terrain parce que nos peuples souffrent des impacts des événements météo extrêmes", a déclaré à l'AFP Lidy Nacpil, co-coordinatrice de l'ONG Asia Peoples' Movement on Debt and Development. "Les récoltes vont être détruites non seulement par les pluies et les inondations mais aussi par la sécheresse. Malgré tout, les actions des gouvernements ne reflètent pas cette urgence", a-t-elle déploré.

Une pétition, baptisée "Demande des peuples pour la justice climatique", a, pour l'instant, recueilli près de 300 000 signatures dans 120 pays (www.peoplesdemands.org/). Elle demande aux pays les plus riches, également les plus émetteurs de gaz à effet de serre, d'aider les plus pauvres à faire face au changement climatique, comme ils l'ont promis, mais plaide aussi pour que les économies développées atteignent 100% d'énergies renouvelables d'ici à 2030.

"Gardez les énergies fossiles sous terre", écrivent-ils. Lundi, l'ancien acteur Arnold Schwarzenegger, invité surprise du sommet, avait, lui, décrit ces énergies comme "le mal absolu". Un message que l'hôte de la COP24 n'est pas prêt à entendre. "Tant que j'occupe en Pologne la fonction de président, je ne permettrai pas qu'on assassine l'industrie minière polonaise", a déclaré mardi le président polonais, Andrzej Duda, devant des mineurs célébrant leur fête traditionnelle de la Sainte-Barbe à Brzeszcze, dans le sud du pays.

Transition « irréversible »

Lundi, devant la COP24, il avait déjà estimé que la dépendance de son pays au charbon n'était "pas en conflit avec la protection du climat". Les énergies fossiles, et le charbon en particulier, sont pourtant parmi les premiers responsables des émissions de gaz à effet de serre.

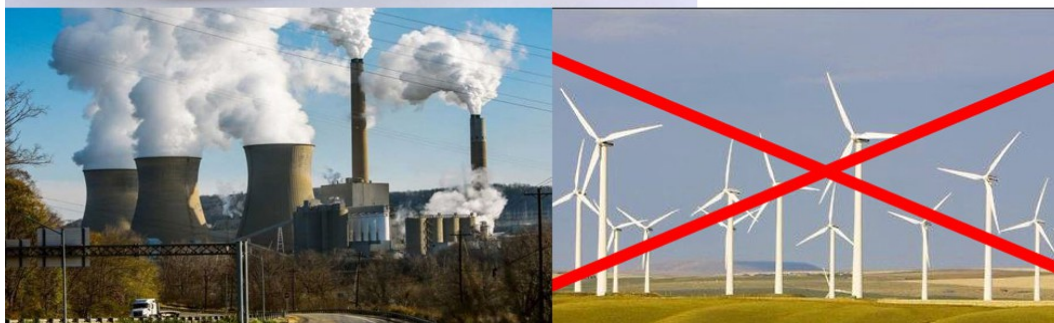
Au centre de conférence, le pavillon de Katowice, capitale du charbon polonais, fait sensation, exposant des piles de morceaux de charbon, tout en assurant qu'ils représentent le passé dans la transition du "noir au vert". La Pologne a d'ailleurs reçu mardi le "fossile du jour" remis par les associations pour épingler, entre autres, la manière dont elle promeut le charbon.

La présence aux négociations climat de représentants de géants du charbon et du pétrole inquiètent aussi les défenseurs de l'environnement, qui les accusent de peser sur les choix politiques.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a reconnu mardi que le dialogue avec les industries était parfois "difficile" mais a dit constater que, "même dans l'industrie du pétrole et du gaz, il y a une prise de conscience que la situation actuelle n'est pas tenable".

Il a ainsi répété sa conviction que la sortie "progressive" des énergies fossiles était "irréversible". "L'Age de pierre ne s'est pas terminé parce qu'il n'y avait plus de pierres (...) mais parce que de nouvelles technologies ont été trouvées. Ce ne sera pas non plus par manque d'énergies fossiles que l'ère des énergies fossiles prendra fin", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, précisant n'être pas l'auteur de cette comparaison.

Il a toutefois insisté sur le besoin de "trouver des solutions sociales (...) pour aider les gens affectés". Cette question a largement été mise en avant par la Pologne qui a ouvert lundi à la signature une "déclaration de Silésie pour une transition juste" soulignant les risques pour les travailleurs dont les emplois pourraient disparaître en cas de sortie des énergies fossiles. Une déclaration, soutenue par l'UE, que certains voient comme une excuse pour ralentir le passage à une économie bas-carbone.

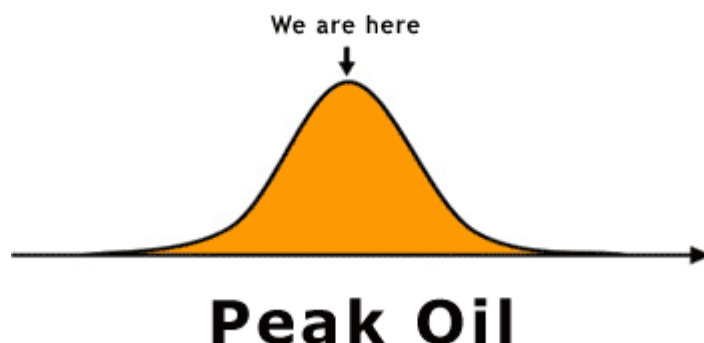


NYOUZ2DÉS : remplacer une centrale électrique à charbon par des éoliennes c'est remplacer une voiture par une trottinette.

Qui va se manger le pic pétrolier ?

Par Ugo Bardi – Le 24 novembre 2018 – Source [CassandraLegacy](#)

Si vous possédez une voiture Diesel, c'est pour vous !



Au début, l'idée du « pic pétrolier » semblait relativement simple : on grimpeait d'un côté et on descendait de l'autre côté. Mais non, l'histoire s'est avérée d'une complexité diabolique. D'une part, il n'existe pas une seule variété de « pétrole » destinée à être un liquide combustible – il en existe des dizaines, voire des centaines, de variétés : léger ; lourd ; acide ; sucré ; doux ; schisteux ; serré ; extra-lourd, et plus encore. Et chaque variété a son histoire, ses particularités, sa trajectoire dans le temps. En fin de compte, toutes les courbes d'extraction de pétrole doivent retomber à zéro, mais, en attendant, il y a beaucoup d'agitation qui continue de nous prendre par surprise. La plupart du temps, nous n'avons pas réalisé à quel point le système niait avec rage la réalité physique de l'épuisement, préférant de beaucoup « légiférer sur la rareté » sur la base de la pollution.

Antonio Turiel écrit ici un post fascinant qui nous explique comment le pic arrive « par derrière », affectant d'abord la fraction lourde du pétrole brut : le diesel et le fioul. Cela cause déjà d'énormes problèmes pour le système de transport mondial, ainsi que pour les propriétaires de voitures diesel, et la situation deviendra beaucoup plus difficile dans un avenir proche. La fraction légère, celle qui produit de l'essence, semble encore à l'abri du pic, mais cela viendra aussi.

Le pic du diésel : édition 2018

Il y a six ans, nous avons commenté sur ce même blog que, de tous les carburants dérivés du pétrole, le diesel était celui qui verrait probablement sa production diminuer en premier. La raison pour laquelle la production de gazole devrait reculer avant celle, par exemple, de l'essence est liée à la baisse de la [production de pétrole brut conventionnel](#) depuis 2005 et à l'augmentation du poids des huiles dites « non conventionnelles », mauvais substituts qui ne conviennent pas toujours à la production de gazole. Avec les données de 2012, j'ai écrit sur le « [Pic Diesel](#) ». À cette époque, il y avait une certaine stagnation de la production de diesel, mais il semblait trop tôt pour s'aventurer à dire si elle était définitive ou si elle pouvait encore

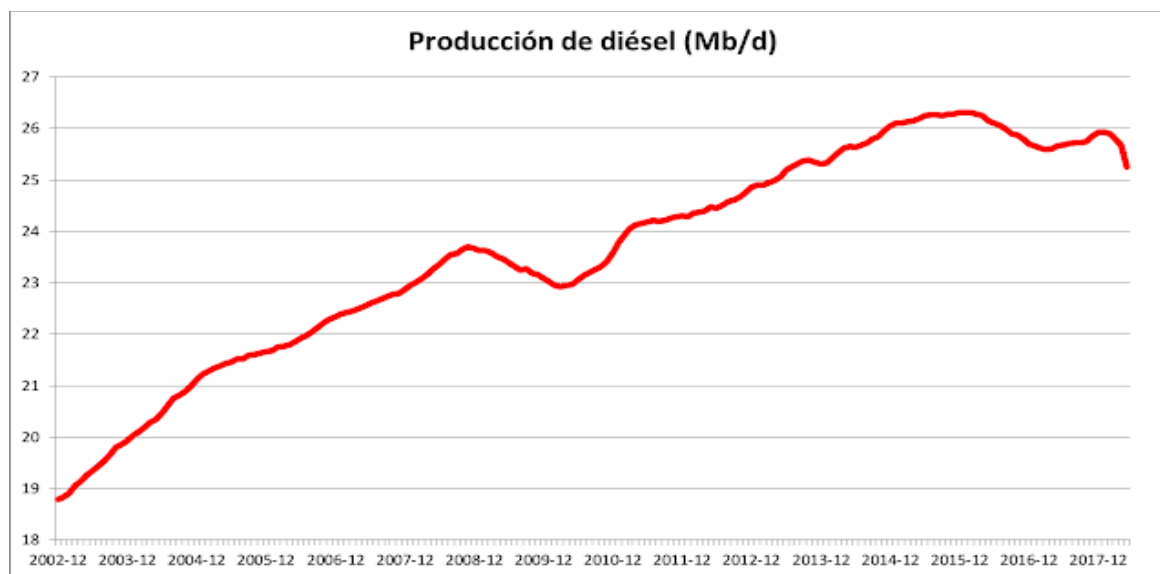
être surmontée. J'ai passé en revue la question en 2015, dans l'article « [Pic Diesel : Édition 2015](#). » Les nouvelles données de 2015 montrent qu'il n'y a pas eu de pic en 2012, bien que la production de diesel ait moins fortement augmenté si on la compare au taux historique précédent, et même les 18 derniers mois de la période étudiée à l'époque ont montré une certaine stagnation. Cela fait maintenant trois ans de plus, et c'est un bon moment pour examiner les données et voir ce qui s'est passé.



Avant de commencer, je voudrais remercier Rafael Fernández Díez d'avoir eu la patience de télécharger les données JODI, d'avoir élaboré les graphiques que je montre ici, légèrement retouchés, et de m'avoir fait remarquer le problème qui se pose avec le raffinage des huiles lourdes (Nous verrons plus loin). Il n'a pas eu le temps de finir cet article et c'est pourquoi c'est moi qui l'ai écrit, mais ce qui suit est en fait son travail.

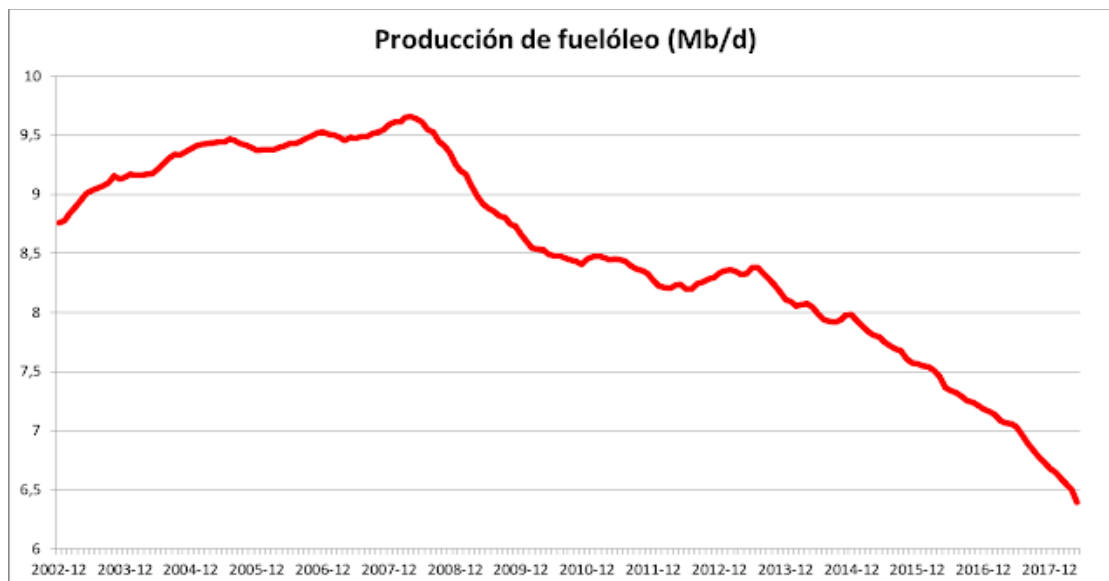
Comme dans les deux articles précédents, nous utiliserons la base de données de la [Joint Oil Data Initiative](#) (JODI). Cette base de données fournit des informations sur la plupart des produits pétroliers et raffinés du monde, mais pas tous. Les pays non inclus sont ceux qui connaissent de graves problèmes internes et un grand manque de transparence, soit à cause des guerres, soit parce qu'il s'agit de dictatures très dures. C'est la raison pour laquelle les chiffres que je vais vous donner sont inférieurs d'environ 10% à ce qu'ils seraient s'ils représentaient le monde entier. Toutefois, étant donné les caractéristiques des pays exclus, il est très probable que leurs données n'auraient pas modifié les tendances observées, mais seulement les montants totaux.

Tous les graphiques que je vais vous montrer sont corrigés des variations saisonnières, c'est-à-dire que les points correspondent à la moyenne des 12 mois précédents. De cette façon, les effets de la variation due à la saison sont évités, le graphique est moins chaotique et les tendances sont mieux perçues. Les graphiques seront toujours exprimés en millions de barils par jour (Mb/j). Tout d'abord, je vous montre le graphique de l'évolution de la production de diesel au cours des dernières années :



Comme le montre le graphique, l'année 2015 a marqué un pic ... jusqu'à présent. Il n'y avait pas eu de baisse aussi marquée de la production depuis la crise de 2008-2009, mais dans le cas de l'automne 2015, nous constatons que 1) il n'y a pas eu de grave récession économique mondiale ; 2) la baisse dure depuis plus longtemps et 3) les niveaux de production de diesel ne montrent aucun signe de reprise. Bien qu'il soit encore un peu tôt pour s'assurer que le pic du diesel soit atteint, la stagnation – voire la chute – commence à traîner depuis trop longtemps pour être ignorée.

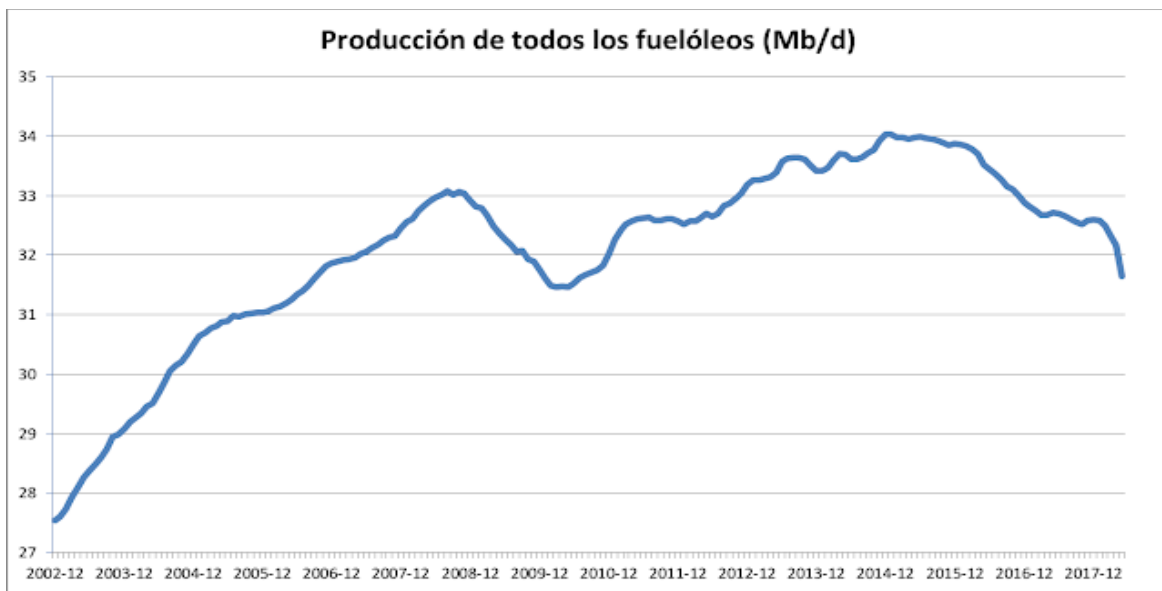
En regardant les données de JODI, deux autres choses très intéressantes sont observées. D'une part, si on analyse la production de tout le mazout qui n'est pas du diesel, on constate que sa production est en déclin depuis des années.



Comme le montre le graphique, depuis 2007 (et donc avant le début officiel de la crise économique), la production de fioul est en baisse et cela semble être une tendance parfaitement consolidée. L'interprétation économiste pure et simple est de considérer qu'il n'y a tout simplement pas de demande pour ces carburants (qui, bien que de la même famille, sont plus

lourds que le diesel). Lorsque l'huile est raffinée, elle est soumise à un processus appelé craquage, dans lequel les longues chaînes moléculaires présentes dans l'huile sont brisées (au moyen de la chaleur et d'autres procédés) et les molécules sont ensuite séparées par leurs différentes propriétés de fluidité et densité. Le fait est que si vous avez fait des changements dans les raffineries pour craquer plus de molécules de pétrole et obtenir d'autres produits plus légers (et c'est pourquoi moins de mazout lourd est produit), les molécules qui allaient auparavant vers le mazout lourd vont maintenant vers d'autres produits.

Par logique, compte tenu de la valeur ajoutée des carburants à molécules plus longues, il est normal que ces fiouls lourds subissent un craquage, notamment pour produire du diesel et éventuellement plus de kérosène pour les avions et éventuellement plus d'essence. Il ne faut pas oublier qu'à partir de 2010, la fracturation hydraulique aux États-Unis a commencé à décoller, inondant le marché de pétrole léger, qui n'est pas facile à raffiner pour fabriquer du diesel. Il est donc fort probable que les raffineries se soient adaptées pour convertir une quantité croissante de fioul lourd en fioul léger (diesel). Cela renforce cette idée que, si l'on ajoute les volumes des deux graphiques précédents, il y a une certaine compensation pour les tendances de la production de diesel, qui augmentent jusqu'en 2015, et la tendance à la baisse à long terme du reste des mazouts.



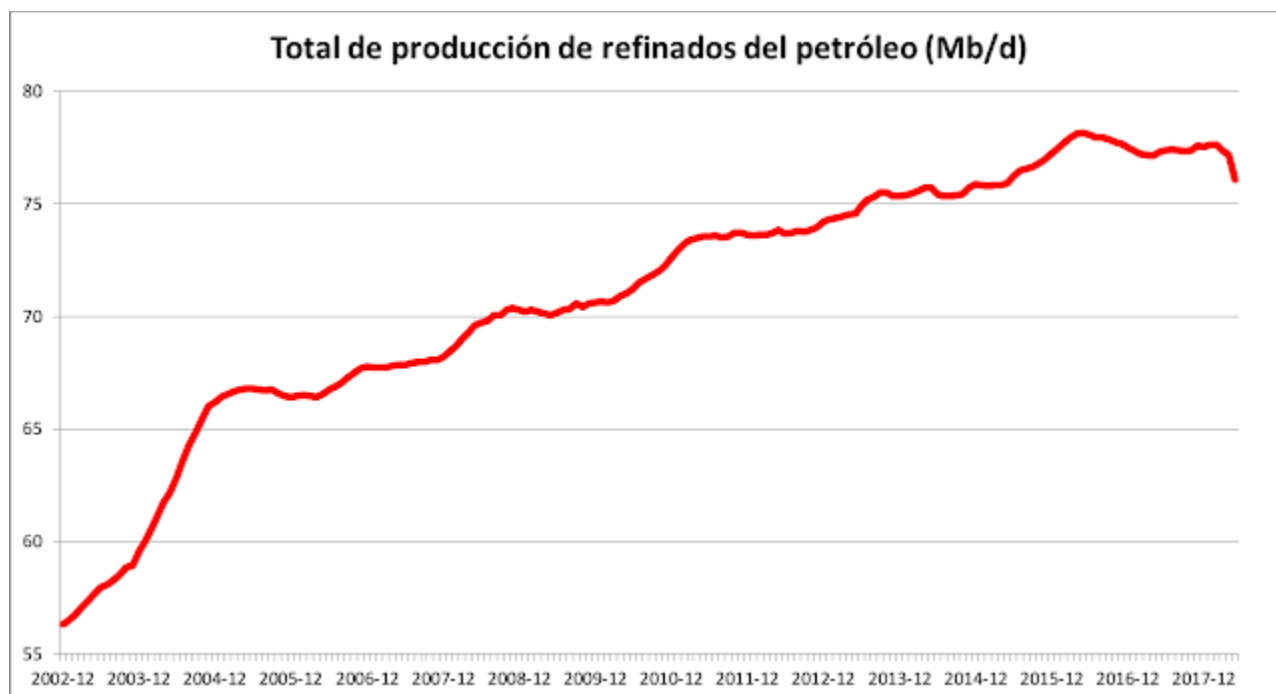
Ce chiffre montre qu'après l'effondrement de 2008-2009, il a été très difficile d'augmenter la production totale de mazout, qui a culminé en 2014 et est restée à ce niveau pendant près d'un an, et qui connaît actuellement une chute spectaculaire (environ 2,5 Mb/j par rapport aux niveaux de 2014).

Cette dernière observation est tout à fait pertinente parce que si, comme vous pouvez le deviner, l'industrie craque moins de mazout lourd pour s'assurer que la production de diesel ne diminue pas trop, la chute rapide du mazout lourd fera baisser rapidement la production de diesel. En fait, le graphique montre qu'après avoir chuté en 2015 et 2016, puis en 2017, il a été possible de stabiliser la production de tous les mazouts, mais on constate également qu'il y a eu une baisse assez rapide ces derniers mois. Certes, dans cette pénurie, on peut commencer à constater l'absence d'environ 2,5 Mb/j de pétrole conventionnel (plus polyvalent pour le

raffinage et donc plus adapté à la production de fioul), comme nous l'a dit l'Agence internationale de l'énergie dans son [dernier rapport annuel](#). D'où l'urgence de se débarrasser du diesel qui a récemment ébranlé les chancelleries d'Europe : elles se cachent derrière de vrais problèmes environnementaux (qui ont toujours troublé l'utilisation du diesel, mais qui n'ont jamais suffi à empêcher son utilisation) pour tenter une adaptation rapide à une situation de pénurie. Une pénurie qui peut être brutale, car aucune prévention n'a été faite pour une situation que l'on voit venir depuis longtemps. [Référence aux gilets jaunes, NdT]

Les adeptes de cette religion qu'on appelle le [libéralisme économique](#) insisteront de toutes leurs forces sur le fait que ce que l'on observe ici est un pic de la demande, ce [vieux sophisme argumentatif](#) qui n'est pas d'accord avec les données (qui peut penser que les gens arrêtent de consommer du pétrole par désir ? Peut-être parce qu'ils ont de meilleures alternatives ? Lesquelles ?). Ils diront qu'il y a une baisse de la demande de diesel et que c'est pour cette raison que la production stagne et que la production de mazout diminue parce que, comme ce sont des carburants plus polluants, la nouvelle réglementation environnementale ne permet pas leur utilisation. C'est un peu le vieux problème de savoir qui est venu en premier, la poule ou l'œuf. En ce qui concerne le fait que la demande de diesel n'augmente pas, les prix ont une influence considérable : c'est ainsi que les pénuries sont régulées dans une économie de marché. Et, pour des raisons environnementales, la production de gasoil lourd est en baisse par rapport à 2007, alors qu'il n'y avait pas autant d'intérêt réglementaire qu'il n'y paraît maintenant. Il y a un aspect de la nouvelle réglementation qu'il me semble intéressant de souligner ici : à partir de 2020, tous les navires devront utiliser des carburants ayant une teneur en soufre inférieure. Étant donné que les gros cargos utilisent généralement du mazout très lourd, cette exigence, disent-ils, fait craindre une [pénurie de diesel](#). En fait, d'après ce dont nous avons discuté dans cet article, ce qui semble se produire, c'est que le mazout lourd diminue très rapidement et que les navires n'auront d'autre choix que de passer au diesel. Il est plus qu'évident que cela va causer des problèmes de pénurie de diesel. C'est un problème imminent, plus encore que le pic des prix du pétrole qui, selon ce que l'AIE annonce, va apparaître d'ici 2025.

La deuxième chose intéressante que nous montrent les données du JODI est l'évolution du volume produit de tous les produits pétroliers.



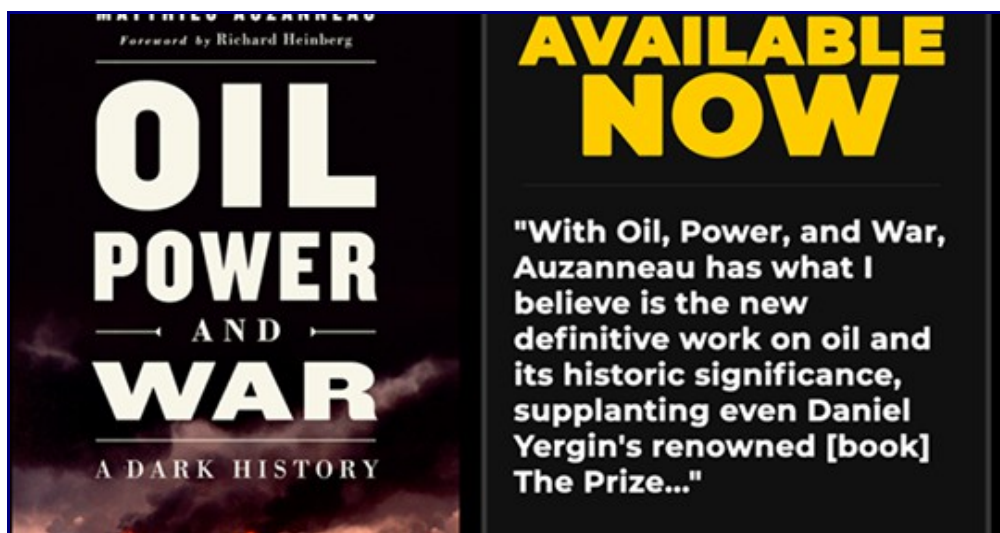
Le volume produit a pu continuer à augmenter au cours de ces années grâce à la subvention énergétique que les États-Unis donnent au monde par le biais de la fracturation hydraulique. Cependant, ce pétrole ne sert qu'à produire de l'essence et c'est pourquoi le problème du diesel persiste. Mais vous pouvez également noter comment la fin du graphique ci-dessus montre la même tendance que dans la production de diesel, avec une baisse de plus de 2 Mb/j. Qu'est-ce que ça veut dire ? Que la contribution de la fracturation hydraulique à l'ensemble du volume atteint également un plafond, elle n'augmente plus. C'est une autre indication que nous atteignons déjà le pic pétrolier tous liquides.

C'est pourquoi, cher lecteur, quand on vous dit que les taxes sur votre voiture diesel seront augmentées de façon brutale, vous savez maintenant pourquoi. Parce qu'il est préférable d'ajuster ces déséquilibres avec un mécanisme qui semble être un marché (bien que celui-ci soit en fait bien moins libre qu'ajusté) plutôt que de dire la vérité. Le fait est qu'à partir de maintenant, on peut s'attendre à une véritable persécution contre les voitures à moteur à combustion interne (les moteurs à essence seront les prochains sur la liste, quelques années après le diesel). Ne dites pas que vous n'avez pas été informé (et je n'ai même pas été le premier à le faire [sur ce blog](#)). Et si cela ne vous semble pas juste, vous devriez peut-être demander à vos représentants d'expliquer la vérité.

Antonio Turiel (traduit du site « [The Oil Crash](#) »)

[Réflexions sur l'avenir de la production mondiale de pétrole](#)

présenté par [Alain Vézina](#) 6 décembre



resilience.org [Thoughts on the Future of World Oil Production](#)

«Il est probable que, dans les années à venir, la production mondiale de pétrole diminuera (d'environ 5% par an) et que le pétrole léger de fracturation (LTO) diminue plus rapidement. Cela va constituer un choc, car cela va à l'encontre des prévisions officielles, selon lesquelles la production de pétrole devrait augmenter jusqu'en 2040.»

Par l'un des géologues pétroliers les plus renommés mondialement. En passant l'annonce d'une découverte de 1 milliard de barils, qualifiée de géante, ne vaut que qu'une douzaine de jours de consommation mondiale.

[Réflexions sur l'avenir de la production mondiale de pétrole](#)

Par Jean Laherrère , publié à l'origine par [Resilience.org](https://resilience.org)
5 décembre 2018 (Traduction Google)

«J'ai passé ma carrière professionnelle en tant que géologue-géophysicien impliqué dans l'exploration pétrolière et gazière sur tous les continents et j'ai participé activement au débat sur le pic pétrolier au cours du dernier quart de siècle (le géologue pétrolier Colin Campbell et moi avons joué un rôle déterminant dans le lancement de ce débat. via notre article, "La fin du pétrole bon marché" publié dans Scientific American , mars 1998). L'histoire de l'huile est dans mon sang. Je voudrais faire quelques observations qui me viennent à l'esprit en lisant l'excellent nouveau livre de Matthieu Auzanneau, Pétrole, pouvoir et guerre: une histoire sombre .

Pétrole et croissance économique

Auzanneau nous rappelle que l'histoire du pétrole est aussi celle de l'ère industrielle moderne, dans laquelle les politiciens de tous les horizons ont consacré la croissance économique à l'objectif de la politique. Tous les gouvernements promettent une croissance économique sans dire d'où elle viendra. La croissance est supposée être la croissance du PIB et, pendant longtemps, le PIB devait provenir du capital et du travail. Mais les économistes Reiner Kümme et Robert Ayres ont montré que la consommation d'énergie, en particulier de pétrole, était le principal moteur de la croissance du PIB. Ces économistes concluent que notre société de consommation est basée sur une énergie bon marché. Et la corrélation historique étroite

entre la croissance de l'énergie, en particulier le pétrole, et la croissance de l'économie mondiale conforte leur conclusion.

Les «trente glorieuses», comme on l'appelle en France, ont couvert la période 1945-1973 - de la fin de la Seconde Guerre mondiale au premier choc pétrolier - lorsque la croissance de la production mondiale de pétrole a été en moyenne de 7,5% par an. Comparez cela à la croissance moyenne de 1,1% (hors pétrole extra lourd) pour la période 1983-2017, que l'on pourrait appeler les «trente années laborieuses». La croissance du PIB est devenue plus difficile à atteindre et les économistes s'inquiètent maintenant de ce qu'ils appellent « laïque » stagnation », souvent sans aucune compréhension des changements sous-jacents de l'industrie pétrolière. Le maintien de la croissance est devenu fortement tributaire de l'assouplissement quantitatif, des taux d'intérêt bas et des réductions d'impôts, qui sont tous problématiques à long terme.

Les États-Unis en tant que superpuissance énergétique, économique et militaire

Auzanneau raconte comment, depuis ses débuts, l'industrie pétrolière mondiale est dominée par les États-Unis; Son livre rappelle et explique également la dynamique turbulente résultant d'une lutte continue entre les compagnies pétrolières et les pays producteurs de pétrole, en particulier entre les compagnies pétrolières «sept sœurs» (six américaines et une britannique) et les membres de l'OPEP.

La domination persistante des États-Unis sur le secteur est illustrée par le fait que le pétrole mondial est toujours principalement libellé en dollars américains par baril (unité volumétrique obsolète définie comme «42 gallons américains»). Chaque investisseur énergétique connaît le prix actuel du pétrole en dollars par baril, mais peu le savent en dollars par tonne ou en roubles par tonne. En outre, alors que tous les pays non américains (à l'exception du Libéria et du Myanmar) utilisent le système d'unités international (appelé SI ou système métrique), de nombreuses sociétés pétrolières utilisent des unités et des symboles américains. Par exemple, Rosneft, une société pétrolière russe, suit la coutume américaine d'utiliser mm ou MM par million plutôt que par M (abréviation de «méga» dans l'entreprise informatique mondiale en référence à la fréquence, comme en MHz ou en mégahertz), parce que Rosneft est cotée sur les bourses américaines et est donc tenue de respecter les règles de la SEC.

Les États-Unis comptent également le plus grand nombre de sociétés productrices de pétrole, avec plus de 18 000 entreprises en amont (IPAA 2017), contre une en Arabie saoudite et trois des principaux producteurs de pétrole en Russie.

La puissance de l'industrie pétrolière américaine s'explique en partie par le fait que la part de la production pétrolière mondiale historique des États-Unis est la plus élevée de tous les pays. La production cumulative de pétrole brut aux États-Unis représente à ce jour 16% de tout le pétrole jamais produit (pour la Russie, ce chiffre est de 13% et pour l'Arabie saoudite, de 11%). Bien entendu, la part des États-Unis dans la production mondiale a évolué au fil du temps. En 2017, les États-Unis étaient responsables de 13% de la production mondiale totale de pétrole brut, contre 13% pour la Russie et 13% pour l'Arabie saoudite.

Enfin, malgré une baisse générale de la production dans les années 1972 à 2011, la production des États-Unis a repris ces dernières années en raison du pétrole léger compacté produit par le forage horizontal et l'hydrofracturation («fracturation»), dont je parlerai plus en détail longueur

en dessous. En raison de cette résurgence, depuis environ 2010, les opérations à long terme américaines ont été le principal facteur empêchant une stagnation ou une baisse de la production mondiale de pétrole.

Données non fiables

Avant d'approfondir le sujet de la fracturation, il est important de noter que la fiabilité des données sur le pétrole pose de gros problèmes. Le premier problème est qu'il existe plusieurs définitions de «pétrole», y compris le pétrole brut; pétrole brut et condensat; pétrole brut et liquides de gaz naturel; et le pétrole brut plus d'autres liquides, les gains des raffineries et les biocarburants. En 2016, l'Energy Information Administration (EIA) du US Department of Energy indiquait une production pétrolière moyenne de 80,6 millions de barils par jour (Mb / j) pour le pétrole brut et de 97,2 Mb / j pour tous les liquides, ce qui impliquait une incertitude de 20%. «Huile» n'est pas explicitement définie.

Pour la production pétrolière américaine, cette incertitude est encore plus grande. En 2017, la production américaine selon l'EIA était de 9,4 Mb / j pour le brut et de 13,1 Mb / j pour le brut et les liquides naturels; en ajoutant le gain de raffinage (1,1) et les biocarburants (1,2), nous arrivons à un chiffre pour tous les liquides de 15,4 Mb / j, soit 6 Mb / j de plus que pour le brut seul!

Le contenu énergétique du pétrole est variable, mais malgré l'importance de ce fait (le pétrole est avant tout utilisé principalement comme source d'énergie et il s'agit de la source d'énergie la plus importante au monde), les agences officielles n'y prêtent que peu d'attention. Le contenu énergétique du LTO, souvent appelé à tort «huile de schiste», par unité volumétrique est inférieur à celui du pétrole brut classique; La valeur énergétique globale de la production pétrolière du pays a donc augmenté moins que ne le laisse supposer son accroissement volumétrique, alors que LTO occupe désormais une part plus importante de la production pétrolière totale des États-Unis.

La quantité mensuelle de pétrole brut produite aux États-Unis provient des estimations de l'EIA. Ces estimations changent avec le temps, mais sont finalisées deux ans après le premier forage du pétrole. En effet, au Texas, les opérateurs peuvent attendre deux ans avant de communiquer des valeurs précises, en raison d'une clause de confidentialité dans les règles de déclaration.

De plus, les rapports de production de certains autres pays sont souvent peu fiables (bien qu'ils soient souvent spécifiés avec quatre décimales, malgré leurs différences). Le rapport mensuel de l'OPEP sur le marché pétrolier de juillet 2018 indique la production de pétrole des membres de l'OPEP au tableau 5-9, basée sur des sources secondaires. Le Nigeria a produit 1,658 Mb / j en 2017; tandis que dans le tableau 5-10, basé sur la communication directe, le Nigéria affirme avoir produit 1,536 Mb / j, soit 7,5% de moins. Pour le Venezuela en 2016, la différence entre la production autodéclarée et les déclarations secondaires était de 9%. En général, les communications directes de l'OPEP font état de valeurs de production supérieures à celles des sources secondaires. En effet, cela signifie que les membres de l'OPEP mentent au sujet de leur production.

Ils exagèrent également leurs réserves. Depuis le contre-choc pétrolier de 1986 (lorsque les prix du pétrole se sont effondrés), la production des membres de l'OPEP est soumise à des quotas,

basés principalement sur les réserves de pétrole (ce n'est pas le cas pour les condensats ou les liquides de gaz naturel). Entre 1985 et 1989, les membres de l'OPEP ont ajouté 300 Mb de réserves de pétrole, vraisemblablement pour augmenter séparément leurs quotas de production. En 2007, lors de la conférence sur le pétrole et l'argent à Londres, Sadad al-Husseini, ancien vice-président d'Aramco, a qualifié ces ressources de «ressources spéculatives».

En résumé, tous les acteurs de l'industrie pétrolière mentent en déclarant des données erronées ou aucune donnée, à l'exception de quelques pays comme le Royaume-Uni et la Norvège, qui signalent une production et des réserves précises sur le terrain. En raison de ces problèmes de données, il est même difficile pour les analystes énergétiques, encore moins pour le grand public, de comprendre les tendances actuelles et futures du secteur.

Quand le «pic pétrolier» a atteint un sommet

Le dernier chapitre de *Oil, Power and War* est intitulé «Winter, Tomorrow?». Il décrit l'arrivée du pic pétrolier (le point où le taux de production pétrolière mondiale atteint son maximum et commence à diminuer) et la révolution de la fracturation. Comme indiqué ci-dessus, le pétrole étanche américain a tout changé. Cela a certainement torpillé la discussion sur le pic pétrolier.

Lorsque Colin Campbell et moi avons écrit «La fin du pétrole bon marché» en 1998, le prix du brut West Texas Intermediate (brut intermédiaire) s'élevait à 11 dollars le baril. Le prix a ensuite baissé à 8 dollars le baril en janvier 1999; à ce moment-là, le titre de notre article paraissait stupide. En 2000, Colin introduisit le terme «pic pétrolier» et créa avec Kjell Aleklett (Université d'Uppsala) l'Association pour l'étude du pic pétrolier et gazier, ou ASPO. Nous avons commencé à organiser des conférences ASPO en Europe. Pendant ce temps, le prix du pétrole a rebondi. Lorsque les prix du pétrole ont monté en flèche, l'intérêt pour le pic pétrolier a également augmenté.

Lors de la conférence ASPO 2007 à Cork, il a été décidé de permettre la création de chapitres nationaux ASPO. L'Argentine, l'Australie, la Belgique, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Irlande, Israël, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suède, la Suisse et les États-Unis ont rapidement créé des organisations à but non lucratif. (seul ASPO USA avait un personnel permanent).

Colin Campbell a publié 100 bulletins mensuels ASPO de janvier 2001 à avril 2009, dans lesquels ils écrivent dans de nombreuses revues sur la géologie, la production historique et les perspectives d'avenir des différents pays producteurs de pétrole. Ces profils pays par pays ont été rassemblés et republiés dans son livre, *L'essence de l'épuisement des ressources pétrolières et gazières*.

Lors de la conférence à Cork, l'ancien secrétaire américain à l'Énergie, James Schlesinger, a déclaré: «Le débat sur le pic pétrolier est terminé; les pics ont gagné.» Schlesinger a répété son message en octobre 2010 lors de la conférence ASPO USA à Washington DC, en disant au public: «Le débat sur le pic pétrolier est terminé.» En fait, le débat était sur le point de tourner résolument contre nous, pics.

Les dernières conférences internationales ASPO ont eu lieu à Bruxelles en 2011 et à Vienne en 2012. En 2011, grâce au forage horizontal et à l'hydrofracturation, la production pétrolière restreinte aux États-Unis était passée à plus de 1 Mb / j. En 2015, les taux de production de

LTO aux États-Unis ont atteint 4,7 Mb / j, mais sont tombés à 4,1 Mb / j en 2016, en raison de la faiblesse des prix du pétrole. La production est actuellement un peu plus de 6 Mb / j.

En 2017, Kjell Aleklett a pris sa retraite de l'université d'Uppsala. À cette époque, ASPO était devenu inactif dans de nombreux pays, y compris les États-Unis. Aujourd'hui, seul ASPO France est actif et en croissance (avec trois réunions par an et un site Web qui continue de publier de nouveaux documents). Il est clair que l'ASPO (et la discussion sur le pic pétrolier en général) a culminé autour de 2010 et est en déclin depuis.

En 2007, lorsque la notion de pic pétrolier était de plus en plus largement acceptée et que le public commençait à réagir en tentant de préserver le pétrole, le véhicule utilitaire sport (VUS) était devenu un objet de mépris, du moins dans certains milieux. A l'époque, les SUV ne représentaient que 8% des ventes de voitures en Chine et 5% en France. En 2017, le pétrole étant redevenu abondant en raison du secteur de la fracturation aux États-Unis, les SUV représentaient 42% des ventes de véhicules légers en Chine et 31% de celles en France.

Aujourd'hui, de nombreux commentateurs du secteur de l'énergie estiment que le pétrole est abondant et que toute baisse de la production mondiale de pétrole devrait être interprétée comme un pic de la demande et non pas comme un pic de l'offre imputable à la géologie. Mais cette interprétation ne tient pas compte du fait que pour chaque transaction de vente de pétrole, le prix dépend à la fois de l'offre et de la demande et qu'il est souvent confidentiel. Les commentateurs sont également désorientés car le pétrole est également vendu dans les contrats à terme, qui changent de main de nombreuses fois. Pour moi, la géologie est toujours la clé et le débat sur la demande de pointe par rapport à l'offre de pointe est généralement mal orienté.

Seuls quelques pays n'ont pas encore atteint leur pic de production, à savoir le Brésil, le Canada (avec ses sables bitumineux), l'Iraq, le Kazakhstan, la Malaisie, les Émirats arabes unis et le Venezuela. Dans le cas de l'Arabie saoudite et des États-Unis, le pétrole brut pourrait actuellement atteindre un sommet. Aux États-Unis, la production de liquides de gaz naturel représentait 40% de la production de pétrole brut en 2017, alors qu'elle n'était que de 33% en 2000 et de 9% en 1950. Il est important de vérifier si le «pétrole» est du pétrole brut ou des liquides de gaz naturel, parce que les valeurs et les tendances sont très différentes.

Avant d'être produite, il faut trouver du pétrole. L'exploration est donc le premier chapitre de l'histoire. La découverte de pétrole a diminué depuis les années 1960. Les découvertes de 2017 étaient les plus basses depuis les années 1940. Pour cette seule raison, l'industrie pétrolière est en difficulté à long terme.

Le pétrole serré (tight oil) américain: le dernier domino à tomber?

La grande question est de savoir quand la production de LTO aux États-Unis atteindra son apogée. Aux États-Unis, le bassin du Permian au Texas va probablement inverser la tendance. En 2006, cette région avait déjà produit jusqu'à 32 milliards de barils de pétrole classique; puis, de 2007 à 2017, 5,5 Gb supplémentaires d'huile conventionnelle et non conventionnelle ont été extraits. Parmi les jeux LTO du pays, le Permian enregistre actuellement le taux de croissance de la production le plus élevé, et sera probablement le dernier à connaître un pic.

La montée en flèche de la production pétrolière américaine a été en grande partie responsable de la chute des prix mondiaux du pétrole en 2015; avec des prix plus bas, la production de LTO n'était pas rentable et les forages ont été réduits, ce qui a entraîné une chute de la production.

Mais comme les prix du pétrole ont progressivement repris, il en va de même du forage et de la production.

Les prévisions officielles de la production future de LTO sont basées sur un certain nombre de puits multiplié par la récupération ultime estimée par puits, sans se soucier de vérifier s'il y a suffisamment de place pour forer tous les puits nécessaires. Le LTO est souvent décrit comme une accumulation continue de pétrole couvrant toute une région géologique, alors que seules de petites parties de la région sont économiquement productives. ces pièces sont généralement appelées les «zones douces». Dans les pièces Bakken et Eagle Ford, les zones douces ont été presque complètement forées. Le bassin du Permien, avec plusieurs sous-bassins et de nombreux réservoirs, est moins foré. La production au cours du premier mois augmente lorsque les opérateurs forent des segments de puits latéraux plus longs et lorsqu'ils injectent plus de sable (une quantité record de 22 000 tonnes a été injectée dans un puits en Louisiane) pour soutenir les fractures de roche; Cependant, avec ces «améliorations» technologiques, il apparaît que la récupération ultime par puits pourrait diminuer et que les nouveaux puits réduiraient la production des puits environnants.

Les estimations de réserves pour les LTO qui sont effectuées en utilisant la même approche que pour le pétrole conventionnel ne sont absolument pas fiables. La meilleure approche pour prévoir la production future est l'extrapolation de la production passée (appelée linéarisation de Hubbert). Pour Eagle Ford, la tendance peut être extrapolée vers une quantité finale de 3 Go. Cela représente plus du double des réserves restantes prouvées de 2016 et de la production cumulée. L'extrapolation de la production de LTO aux États-Unis m'amène à penser que le LTO atteindra bientôt son apogée et diminuera définitivement, de sorte que la production sera négligeable d'ici 2040, bien que cela soit certes en contradiction avec ce que disent d'autres analystes.

Je suis encore plus pessimiste quant à la production de LTO en dehors des États-Unis. En juin 2013, l'EIA a publié un rapport rédigé par la société de conseil ARI, intitulé « Ressources en gaz de schiste récupérables et techniques: une évaluation de 137 formations de schiste dans 41 pays autres que les États-Unis ». Les auteurs ont estimé à 287 milliards de barils «ressources non prouvées» mondiales de pétrole de schiste, dont 75 Gb en Russie, 58 Gb aux États-Unis, 32 Gb en Chine, 27 Gb en Argentine, 26 Gb en Libye, 18 Gb en Australie, 13 Gb au Venezuela et 13,1 Gb Mexique, 4,7 Go en France et 3,3 Go en Pologne.

Dans la perspective de quelques années plus tard, il est évident que ce rapport était principalement un vœu pieux. La Russie possède le plus grand jeu de schiste du monde avec Bazhenov. Dans les années 1960, le gouvernement a déclenché trois explosions nucléaires souterraines dans le but de libérer le pétrole des roches étanches dans lesquelles il est enfoui; cette intervention extrême n'a pas abouti: le réservoir a été vitrifié et le gaz naturel extrait par la suite était radioactif. Plus récemment, Gazprom a lancé un projet de fracturation à Bazhenov, dans l'espoir d'une production commerciale de pétrole en 2025. On peut se demander: pourquoi est-ce si long, si l'existence de ce pétrole est connue depuis des décennies? Il semblerait que Gazprom n'ait pas encore trouvé les zones d'attention (si elles existent)!

L'exploration de pétrole de schiste en Pologne a été un échec et les opérateurs sont partis. En Argentine, la Vaca Muerta est principalement un jeu de gaz de schiste; La Chine a foré des centaines de puits, mais les niveaux de production sont bien en deçà des objectifs (un billion de

pieds cubes d'ici 2020). C'est également le cas pour le Royaume-Uni, où Cuadrilla a foré deux puits de gaz de schiste en Angleterre, mais ne les a pas encore fracturés (cette pratique est désormais interdite en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord). L'approbation de la fracturation des puits de Cuadrilla a finalement été accordée le 24 juillet 2018.

Le principal problème avec le LTO à l'échelle mondiale est que les États-Unis ne peuvent pas être pris comme exemple pour le reste du monde. C'est d'abord parce que les États-Unis sont le seul pays où les droits miniers souterrains (y compris le pétrole) appartiennent souvent aux propriétaires des terres. Les propriétaires fonciers reçoivent donc un énorme bonus pour la signature d'un accord avec un opérateur pétrolier, ainsi que des redevances sur la production. Le forage LTO, la fracturation et la production génèrent de nombreuses nuisances (y compris plusieurs centaines de déplacements de camions pour une tâche de fracturation), ainsi que de la pollution. Les propriétaires fonciers acceptent ces nuisances aux États-Unis, mais dans le reste du monde, ils ne disposent que des nuisances et pas d'argent; c'est pourquoi la réaction NIMBY (pas dans ma cour arrière) est si forte ailleurs. De nombreux endroits, y compris la France et même l'État américain de New York, ont interdit les activités liées à l'huile de schiste et au gaz de schiste. Il semble que la production américaine de LTO diminuera bientôt, mais qu'une importante production de pétrole d'étanchéité réduite dans le reste du monde n'a pas encore commencé - et risque de ne jamais vraiment démarrer.

La fin d'une ère

Pendant ce temps, de plus en plus de pays atteignent leurs sommets et commencent à décliner: Algérie 2015, Angola 2016, Australie 2000, Azerbaïdjan 2009, pétrole brut canadien 2014, Chine 2015, Équateur 2014, Guinée équatoriale 2005, Indonésie 2016, Mexique 2013, Pays-Bas 1987, Oman 2016. Seuls le Brésil, les sables bitumineux canadiens, l'Irak, le Kazakhstan, les Émirats arabes unis et l'Orénoque du Venezuela n'ont pas encore atteint leur apogée. Comme de l'Algérie depuis 2015, de l'Australie depuis 2000 et des Pays-Bas depuis 1987, de nombreux pays connaîtront une baisse annuelle de 5%.

Il est probable que, dans les années à venir, la production mondiale de pétrole diminuera (d'environ 5% par an) et que le pétrole LTO diminue plus rapidement. Cela va constituer un choc, car cela va à l'encontre des prévisions officielles, selon lesquelles la production de pétrole devrait augmenter jusqu'en 2040.

La nature est complexe et le comportement humain est irrationnel. Seul le passé explique l'avenir. Le livre de Matthieu Auzanneau intitulé Pétrole, puissance et guerre: une histoire sombre nous aide à comprendre le passé de l'industrie pétrolière, ce qui nous aide à envisager l'avenir du pétrole, mais aussi de l'économie industrielle mondiale.»

Faible teneur en octane

Par Sharon Kelly – Le 24 avril 2018 – Source DeSmog

L'étonnante raison pour laquelle du pétrole de schiste bitumineux constitue un mauvais carburant pour les voitures et camions de haute technologie



Pompe pour du Gaz Credit: Mike Mozart, CC BY 2.0

Le schiste bitumineux, qui dans les projections de l'« Energy Information Administration » va représenter une part croissante de l'approvisionnement pétrolier américain dans les décennies à venir, a un talon d'Achille surprenant : son faible niveau d'octane, qui en fait un mauvais choix pour les moteurs automobiles à haut rendement du futur.

Pour les foreurs de schistes en [difficulté financière](#), c'est une mauvaise nouvelle, car cela suggère que la demande pour leur pétrole pourrait chuter même si le prix du baril de pétrole à indice d'octane élevé augmente.

Pour le reste du pays, les problèmes de qualité du schiste bitumineux soulèvent d'importantes questions quant à savoir si la construction d'infrastructures pour soutenir des décennies de production de schiste bitumineux est une politique publique intelligente, car un boom du schiste bitumineux pourrait ironiquement entraîner une hausse des prix à la pompe à essence pour les conducteurs américains. Ou encore, si le schiste bitumineux rend l'essence ordinaire, non premium, bon marché, cela pourrait dissuader les Américains d'acheter des voitures à haut rendement énergétique malgré un kilomètre moins cher, ce qui compromettrait les plans visant à réduire la pollution sortant du tuyau d'échappement en construisant de meilleurs moteurs.

Les constructeurs automobiles s'intéressent de plus en plus à l'essence premium parce que son indice d'octane plus élevé rend l'essence moins susceptible de brûler prématurément dans un moteur à haute compression – et si le carburant s'enflamme avant de passer dans le moteur d'une voiture ou d'un camion, il peut bloquer le moteur brutalement ou lui faire subir des dommages. Les constructeurs automobiles entrevoient la promesse d'une meilleure efficacité énergétique dans les moteurs turbocompressés, qui dépendent d'une compression plus élevée et, par conséquent, de carburants à indice d'octane élevé.

« L'IHS prévoit que les moteurs turbocompressés représenteront 55% de la production nord-américaine d'ici 2024, contre 33% prévus cette année », [a rapporté](#) Automotive News en juin

2017.

En mars, Dan Nicholson, vice-président de General Motors, [a même demandé](#) aux raffineurs de faire de l'essence premium la nouvelle norme dans les pompes à essence américaines, faisant valoir que les niveaux d'octane plus élevés permettent aux constructeurs automobiles de concevoir des voitures et des camions plus économes en carburant.

Limites du schiste bitumineux

Mais il s'avère que le schiste bitumineux apporte avec lui une variété d'éléments qui abaissent les niveaux d'octane d'un mélange d'essence, comme le [naphta](#). La couleur ultra-légère qui, au début, excitait les foreurs de schistes – le brut léger et doux qui était devenu plus difficile à trouver à partir de sources conventionnelles – contient des proportions plus élevées de liquides proche du gaz naturel et d'autres hydrocarbures faciles à enflammer dans le pétrole de schistes.

« Notre thèse est que le système de raffinage américain est sur le point d'être saturé en ce qui concerne la quantité de pétrole schiste bitumineux qu'il peut traiter », [a conclu](#) ce mois-ci une note de recherche de Morgan Stanley, citant la teinte claire du schiste bitumineux, qui le rend mal adapté à la production de carburant à indice d'octane élevé, ainsi que de carburéacteur et de diesel.

Tom Kloza, responsable mondial de l'analyse énergétique au service d'information sur le prix du pétrole de l'IHS, a déclaré à la conférence annuelle de l'Energy Information Administration (EIA), l'année dernière, que « plus nous utilisons du schiste bitumineux, plus il est difficile d'obtenir ce pourcentage élevé d'octane. Ironiquement, nous n'allons pas utiliser plus de carburant aux États-Unis dans les 5 prochaines années, mais nous aurons besoin de plus d'octane, au moins jusqu'à ce que plus de voitures fonctionnent à l'électricité. »

À l'intérieur des cylindres d'un moteur de voiture, la synchronisation est essentielle. L'essence est mélangée avec juste la bonne quantité d'oxygène pour la laisser s'enflammer lorsque chaque bougie d'allumage se déclenche, programmée de façon à ce que les explosions qui en résultent entraînent certains pistons vers le bas en même temps que d'autres pistons s'élèvent, faisant tourner le vilebrequin du moteur. Une mise à feu précoce peut interrompre cette douce danse et causer un problème que les conducteurs reconnaîtront comme un cognement. Plus l'indice d'octane d'un mélange d'essence est élevé, moins il est susceptible de s'enflammer prématurément.

La différence entre un gallon d'essence ordinaire et un gallon d'essence premium est le niveau d'octane de l'essence.

Les conducteurs peuvent déjà constater les effets de la ruée vers les pétroles de schiste à la pompe, la différence entre les prix réguliers et les prix majorés [atteignant](#) plus de 50 centimes de dollar le gallon aux États-Unis. Dans certaines villes, comme Chicago, où l'essence provient principalement des schistes bitumineux, la différence dépasse 75 centimes de dollar le gallon. En 2000, la [différence](#) entre l'essence classique et la premium n'était que de 18 centimes de dollar le gallon.

« Nous sommes en quelque sorte à court de sources d'octane, pour l'instant, ayant gratté tout ce à quoi nous pouvions penser », a déclaré Lynn Westfall à la conférence sur l'énergie de l'EIA

2017 lors d'une présentation intitulée « [Qualité de l'essence : La pénurie imminente d'octane.](#) »

Historique des problèmes liés à l'octane dans le secteur de l'essence

Au fil des ans, les additifs d'octane ont causé certains des plus grands scandales environnementaux de l'histoire des États-Unis. Cela vaut donc la peine de prêter attention à la façon dont l'industrie du raffinage résout ce problème émergent.

Jusqu'aux années 1970, les fabricants d'essence utilisaient le plomb pour augmenter les niveaux d'octane de l'essence que les consommateurs achetaient à la pompe, mais le plomb a été retiré des formules des carburants parce qu'il était très nocif pour la santé publique, particulièrement pour la santé des enfants. Le plomb était bon marché, mais incroyablement polluant. Les effets de l'essence au plomb sur la santé publique étaient si profonds que certains chercheurs l'ont reliée à la hausse et à la baisse des crimes violents aux États-Unis, soulignant que les dommages neurologiques liés à l'exposition au plomb [entraînent](#) « agressivité, impulsivité, [ADHD](#) et un QI inférieur » et que le taux de crimes violents augmente et diminue à la même vitesse que celui du plomb dans l'essence. L'essence au plomb a [été interdite](#) sauf pour les carburants d'aviation aux États-Unis en 1996.

Les raffineurs se sont ensuite tournés vers le MTBE (méthyl-tertio-butyl-éther), qui semblait très efficace jusqu'à ce qu'il s'avère que le MTBE pénètre facilement dans les réserves d'eau et ne se bio-dégrade pas rapidement, et que les réservoirs et les puits aux États-Unis étaient contaminés par le MTBE.

Craignant d'être tenus responsables, les raffineurs ont cessé d'utiliser le MTBE et sont passés à l'éthanol. Mais bien que le carburant à base de maïs soit commercialisé comme un carburant renouvelable, les critiques soulignent d'autres problèmes environnementaux. « Les mélanges à plus forte teneur en éthanol produisent encore des niveaux importants de pollution atmosphérique, réduisent l'efficacité de carburant, font grimper le prix du maïs et d'autres denrées alimentaires et ont été traités avec scepticisme par certains constructeurs automobiles pour les dommages qu'ils causent aux moteurs », [a rapporté](#) Yale Environment 360 en 2016.

Néanmoins, l'industrie de l'éthanol pousse pour jouer un rôle plus important dans le mix énergétique américain et fait pression pour remodeler les normes américaines d'efficacité énergétique, les normes CAFE (Corporate Average Fuel Economy), sous l'administration Trump. « Nous avons été encouragés de voir que l'EPA a expressément demandé des commentaires sur le 'potentiel des mélanges à forte teneur en octane' dans l'avis annonçant le réexamen de la décision finale de la dernière administration », a déclaré Bob Dinneen, président et chef de la direction de la Renewable Fuels Association, un groupe industriel de l'éthanol, en octobre 2017 [dans un communiqué](#).

Le pétrole de schiste à la rescousse ?

L'industrie du gaz de schistes se positionne également comme la solution au problème de l'octane dans les pétroles de schistes. En 2016, la Marcellus Shale Coalition, un groupe commercial représentant l'industrie du pétrole de schistes en Pennsylvanie, en Ohio et en Virginie-Occidentale, [a rejoint](#) la « High Octane Low Carbon Alliance ». Le butane, un liquide de gaz naturel produit par de nombreux puits de schiste « humides », peut augmenter les

niveaux d'octane – mais il est sujet à l'évaporation, donc il est peu pratique à utiliser, sauf pendant les mois froids d'hiver.

Il reste donc deux alternatives possibles, selon un [rapport spécial](#) du Oil and Gas Journal de mars 2018. Mais toutes deux entraîneront des coûts importants et des préoccupations environnementales propres.

D'une part, les raffineries doivent construire des unités pour convertir le naphta lui-même en booster d'octane – mais, selon le journal, « les coûts augmentent en conséquence » et le naphta léger dans le schiste bitumineux est « moins adapté » à la conversion à haut indice d'octane.

L'autre option est ce qu'on appelle l'« alkylation », où de puissants acides sulfuriques ou fluorhydriques sont utilisés pour faire un mélange à indice d'octane élevé à partir d'isobutane et de butylène dans les raffineries. Mais « les unités d'alkylation coûtent cher à construire, et leur utilisation d'acides rend difficile l'obtention d'un permis pour ces unités », écrit le journal. Le rapport fait état d'une installation de Chevron dans l'Utah, où l'entreprise utilise un catalyseur différent comme option possible.

On ne sait pas encore clairement quelle approche les raffineurs adopteront pour augmenter les niveaux d'octane avec les pétroles de schiste, ni dans combien de temps les véhicules électriques pourraient rendre les problèmes d'octane des pétroles de schiste sans objet.

Mais fondamentalement, le problème est que le schiste bitumineux est un pétrole brut différent du pétrole foré il y a 100 ans. Les pétroliers du Texas avaient l'habitude de comparer les réserves de pétrole à une marmite en fonte de haricots cuits sur un feu de camp, disant que les réserves de pétrole conventionnel sont comme les haricots bien cuits, les dernières bouchées dans lesquelles vous trempez votre cuiller, le pétrole de schistes par analogie, est la couche noire floconneuse au fond de la marmite. Bien sûr que vous pouvez la manger, mais si c'est le cas, c'est un signe que les bonnes choses sont déjà parties.

Climat : pourquoi résistons-nous au changement ?

Par [Elena Sender](#) le 06.12.2018

Alors que la COP24 tente de mettre en place l'Accord de Paris, Virginie Raisson-Victor, géopolitologue, auteure de 2038, Les futurs du monde, explique les raisons de notre résistance au changement.



La publicité et les médias nous inculquent des représentations de ce qu'est une vie réussie qui sont souvent parfaitement contradictoires avec la lutte contre le changement climatique. ©Pixabay

Virginie Raison-Victor, géopolitologue, directrice du Laboratoire d'études prospectives et d'analyses cartographiques ([LEPAC](#)) et auteure de *2038, Les futurs du monde* (Robert Laffont, 2016), envisage les ruptures économiques, écologiques, technologiques, sociales et sociétales susceptibles de marquer les décennies à venir. [Lors d'une conférence Tedx](#) à La Rochelle, elle a appelé à l'action pour lutter contre le réchauffement climatique. Elle décrypte pour *Sciences et Avenir* les raisons de l'inaction.

Sciences et Avenir : La conférence onusienne sur le climat (COP24) a ouvert ses portes et les nouvelles sont mauvaises (dernier rapport alarmant du GIEC, hausse des températures), qu'en pensez-vous ?

Virginie Raison-Victor : Dire que je suis préoccupée serait une litote. Le décalage entre les engagements de baisse d'émission de gaz à effet de serre (GES) — responsables du dérèglement climatique — des États à la fin de la COP21 [en 2015] et les trajectoires constatées aujourd'hui est énorme. Si on ne provoque pas un sursaut très prochainement, on court à la catastrophe. Pourtant le diagnostic est validé, la prise de conscience est là, les scénarios et la feuille de route sont connus, les solutions techniques et technologiques existent et les moyens financiers sont fléchés. Il manque donc visiblement un dernier chaînon pour passer à l'action, efficacement et à toutes les échelles.

Qu'est-ce qui freine l'action ?

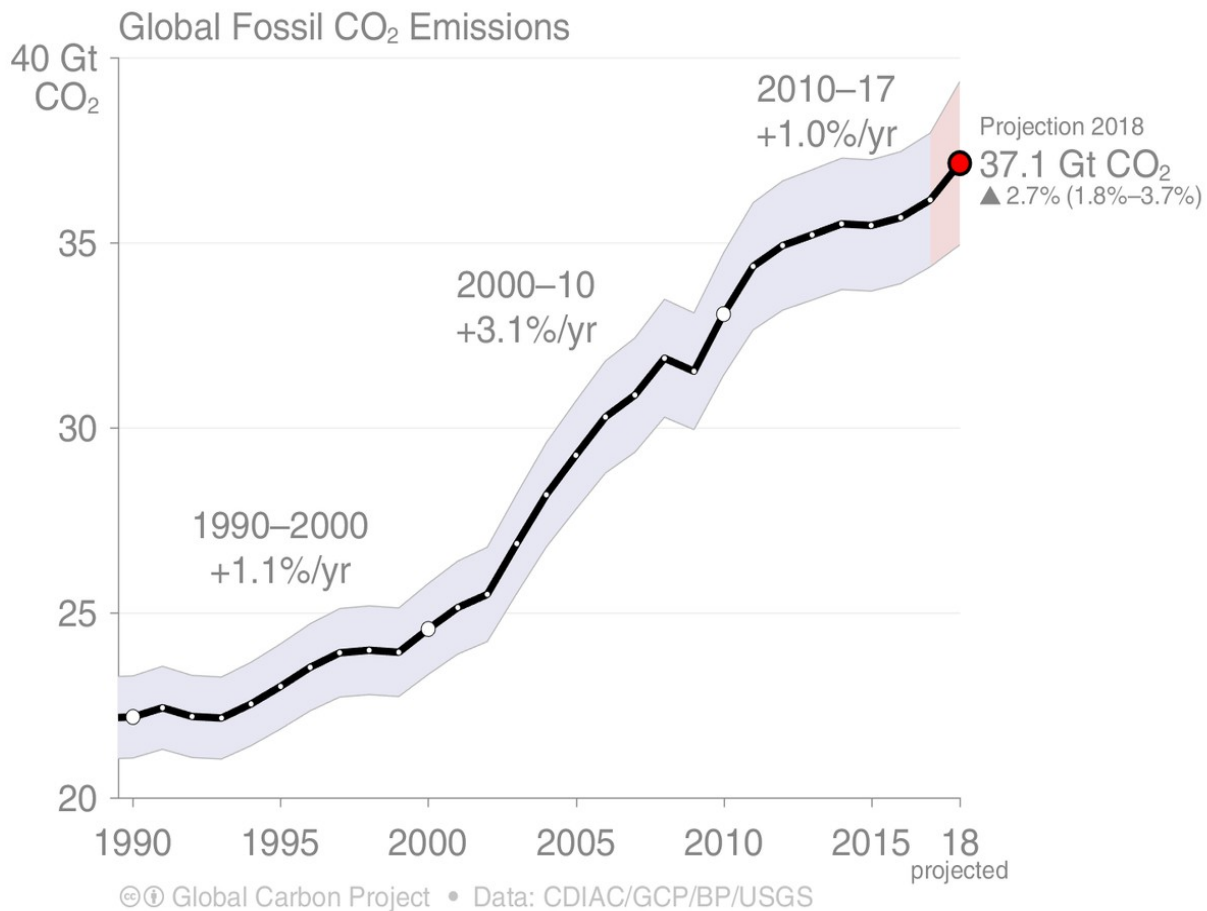
L'humain vit dans le présent. Pour lui, projeter l'impact de son action d'aujourd'hui dans 25-30 ans est quasi impossible, car son cerveau est motivé à agir pour obtenir un résultat visible. Par exemple, si je décide de manger moins de produits laitiers, car je sais que leur production est une source élevée d'émission de GES, je ne verrai pas le résultat de mon effort avant 2050. Cette déconnexion entre le geste individuel et l'effet global à long terme est quelque chose qui ne facilite pas l'action, car elle ne permet pas d'en percevoir l'efficacité. Il faut donc faciliter le changement d'habitudes.

Forte croissance des émissions mondiales de CO2 en 2018

Par [Johan Lorck](#) le décembre 6, 2018

Les émissions mondiales de CO2 venant des énergies fossiles devraient atteindre un niveau record en 2018 avec 37,1 milliards de tonnes, selon le [Global Carbon Project](#). C'est une augmentation projetée 2,7% par rapport à 2017.

Après trois années de faible croissance entre 2014 à 2016, les espoirs d'un pic avaient été douchés en 2017, les émissions ayant repris leur tendance à la hausse avec +1,6%. Mauvaise nouvelle encore cette année : la croissance se poursuit et même accélère avec +2,7% (+1,8% à +3,7%).



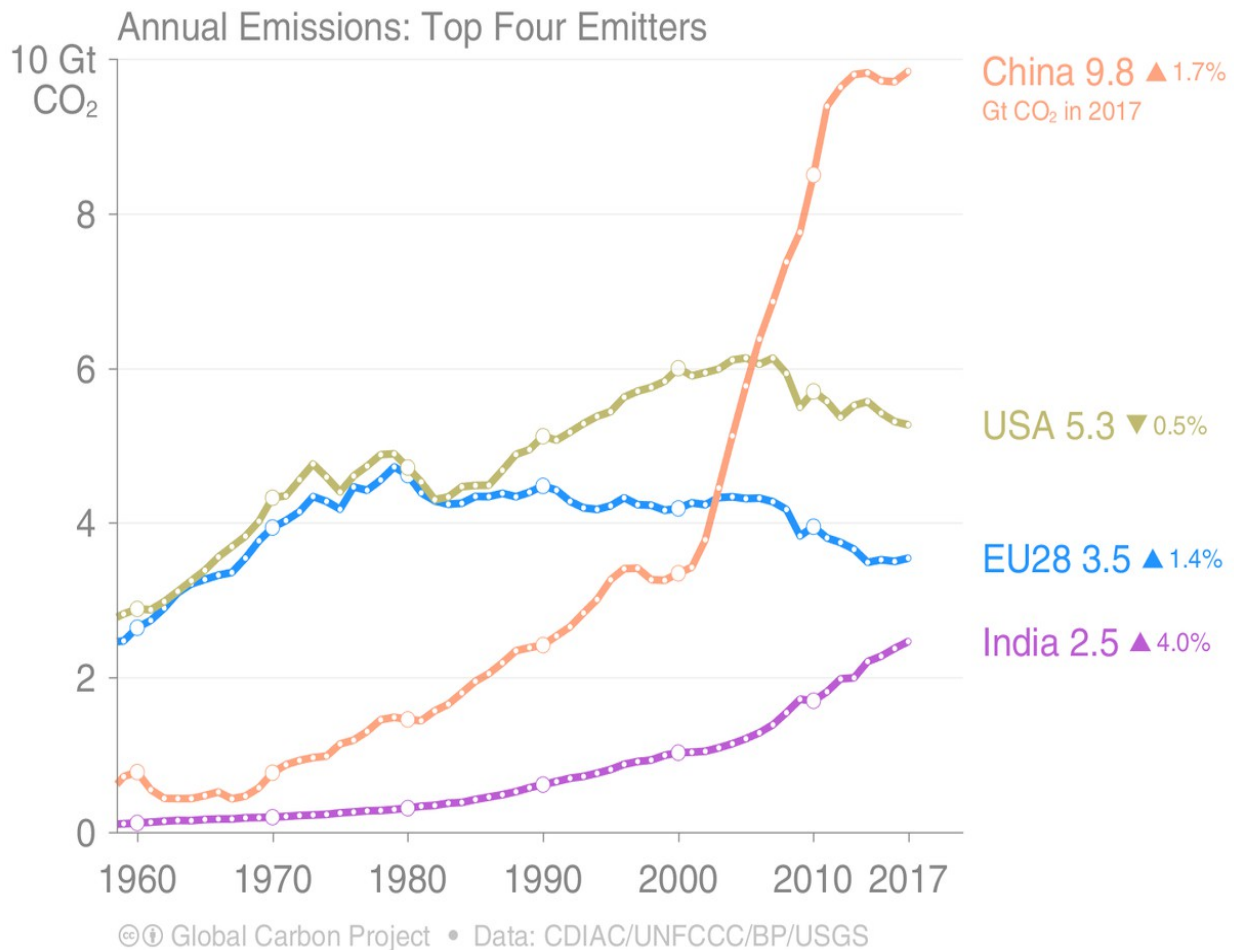
Source : *Global Carbon Project*.

L'utilisation du pétrole et du gaz continue de croître et certains pays utilisent encore le charbon pour alimenter une grande partie de leur croissance économique.

Les 10 plus grands émetteurs en 2018 sont dans l'ordre la Chine, les États-Unis, l'Inde, la Russie, le Japon, l'Allemagne, l'Iran, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud et le Canada. L'UE prise dans son ensemble se classe troisième.

Les émissions de la Chine représentent désormais 27% du total mondial. La hausse atteint en 2018 +4,7% (+2% à +7,4%). Ceci est basé sur la croissance estimée du charbon (+4,5%, principale source de combustible en Chine), du pétrole (+3,6%), de la consommation de gaz naturel (+17,7%) et de la production de ciment (+1,0%).

En Chine, l'utilisation de gaz naturel a augmenté rapidement de 8,4% par an depuis 2012, à la fois pour fournir de l'énergie nouvelle et pour réduire la pollution de l'air résultant de l'utilisation du charbon. L'utilisation de gaz naturel a d'ailleurs augmenté dans pratiquement toutes les régions du monde au cours des cinq dernières années.



Source : Global Carbon Project.

Les émissions des Etats-Unis représentent 15% du total mondial. Elles devraient augmenter d'environ 2,5% (+0,5% à +4,5%) en 2018 après plusieurs années de déclin.

Pour l'Union européenne, 2018 se traduirait par une diminution de -0,7% (de -2,6% à +1,3%) par rapport à 2017. Cette estimation est basée sur des estimations concernant le charbon de -1,2%, le pétrole de +1,2%, le gaz de -2,9% et des émissions de ciment stables.

Pour l'Inde, les prévisions pour 2018 tablent sur une augmentation de +6,3% (fourchette de 4,3% à +8,3%) par rapport à 2017. Cette estimation est basée sur des projections pour le charbon de +7,1%, le pétrole de +2,9%, le gaz de +6,0% et le ciment de +13,4%.

Pour le reste du monde, la croissance attendue pour 2018 est de +1,8% (fourchette de +0,5% à +3,0%). Ce chiffre est calculé sur la base des projections du PIB établies par le FMI.

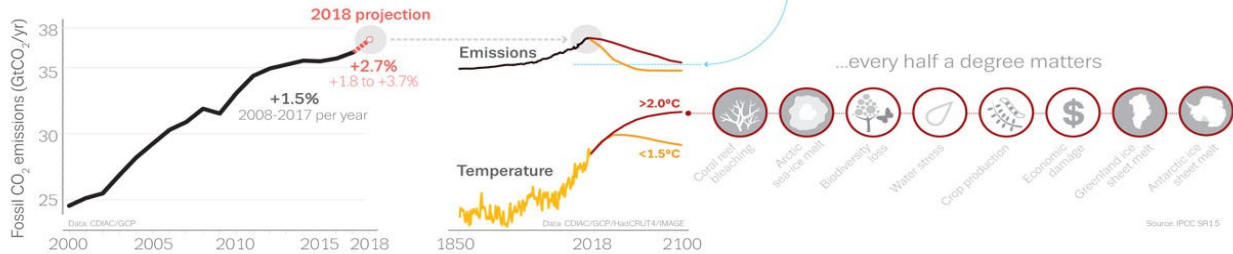
Global Carbon Budget 2018

Renewables rising fast but not yet enough to reverse emissions trend

Fossil CO₂ emissions are projected to rise **more than 2%**

Efforts to decarbonise are not yet strong enough to overcome growing global energy needs

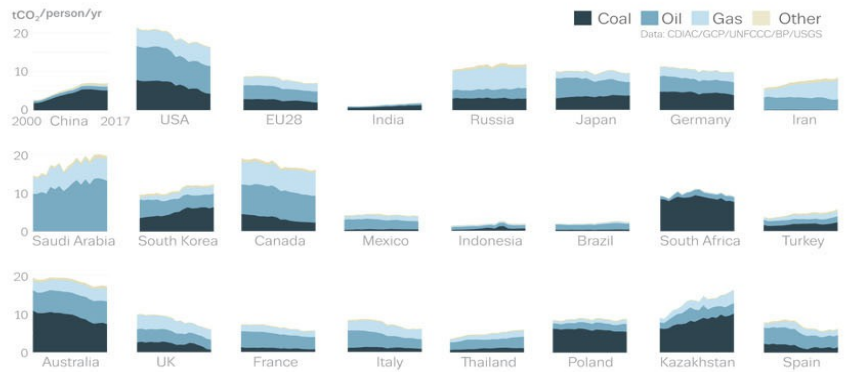
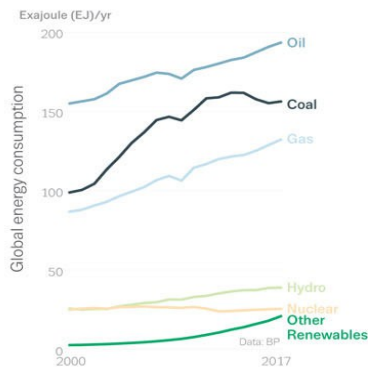
Emissions need to rapidly decrease to **zero** to limit climate change and its impacts...



Coal is changing trajectory, renewables are rising, oil & gas continue unabated

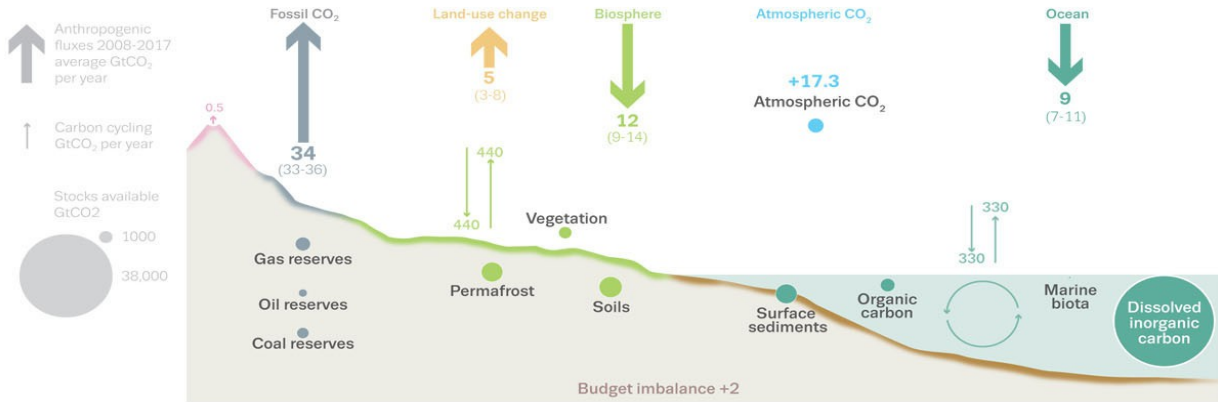
Renewables are rising from a low base

Fossil CO₂ emissions per capita of the top emitting countries, 2000-17



The rise in atmospheric CO₂ causes climate change

The global carbon cycle 2008-2017



Copyright: Produced by the Future Earth Media Lab for the Global Carbon Project. <http://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/index.htm>. Written and edited by Corinne Le Quéré (Tyndall Centre UEA) with the Global Carbon Budget team. Impacts based on IPCC SR15. Graphic by Nigel Hawtin. Credits: Le Quéré et al. Earth System Science Data (2018); NOAA-ESRL and the Scripps Institution of Oceanography; illustrative projections by D. van Vuuren based on the IMAGE model



Source : Global Carbon Project.

Les émissions doivent atteindre leur maximum et diminuer rapidement pour faire face au changement climatique. Avec la croissance des émissions de cette année, il semble que le pic

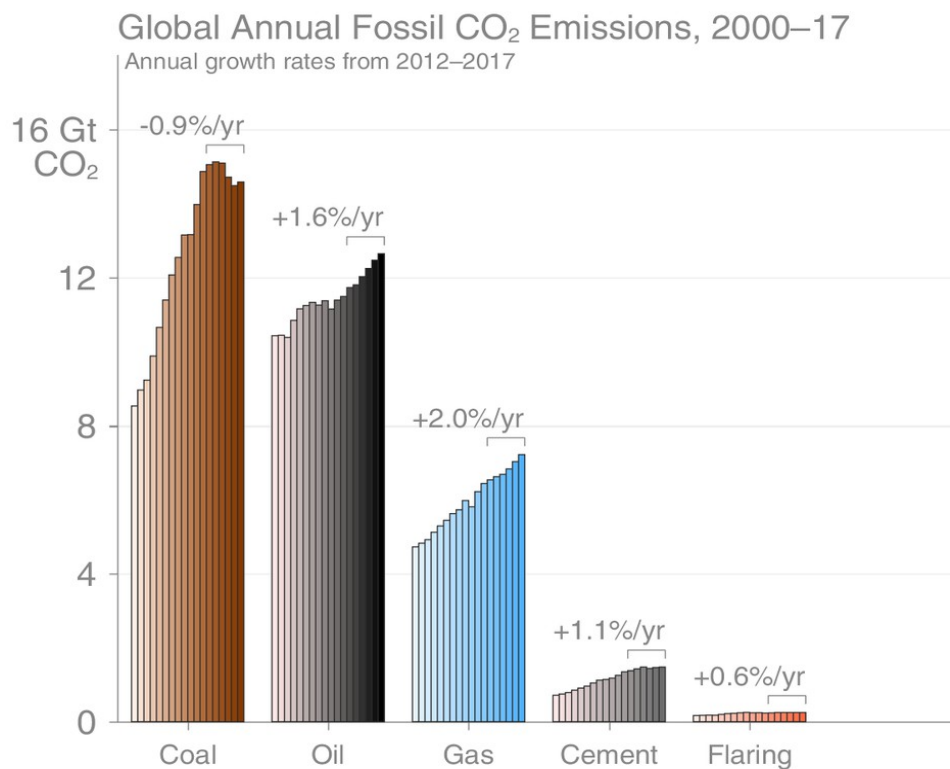
n'est pas encore en vue. Pour limiter le réchauffement climatique à l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris, les émissions de CO₂ doivent être réduites de 50% d'ici 2030 et atteindre le zéro net d'ici 2050 environ.

Le déploiement mondial des énergies renouvelables accélère mais cela n'a pas suffi à compenser la croissance de l'énergie fossile. Il y a cependant des éléments qui incitent à l'optimisme, d'après une analyse publiée par Christiana Figueres dans la revue *Nature*. Les coûts de la technologie des énergies renouvelables ont chuté de 80% en dix ans.

Le Maroc, le Mexique, le Chili et l'Égypte produisent de l'énergie solaire à un coût moins élevé que le gaz naturel.

Aujourd'hui, plus de 50% des nouvelles capacités de production d'électricité sont renouvelables, l'énergie éolienne et solaire doublant tous les 4 ans.

Cependant, une augmentation supplémentaire des émissions en 2019 semble probable en raison de la croissance persistante de l'utilisation de pétrole et de gaz naturel. L'utilisation du charbon a nettement ralenti au cours des dernières années, atteignant potentiellement un pic, mais sa trajectoire future reste incertaine.



© Global Carbon Project • Data: CDIAC/UNFCCC/BP/USGS

Source : *Global Carbon Project*.

Les perspectives de croissance économique, des réductions d'émissions insuffisantes dans les pays développés et la nécessité d'accroître l'utilisation de l'énergie dans les pays en développement où les émissions par habitant restent très inférieures à celles des pays plus riches continueront d'exercer une pression à la hausse sur les émissions de CO₂.

La fonte du permafrost libère des bactéries, des virus et du méthane

par [Claude-Marie Vadrot](#) publié le 7 décembre 2018 [Politis.fr](#)



A la COP 24, des scientifiques désespèrent d'alerter une conférence somnolente sur ces dangers négligés.

Cet article est en accès libre. Politis ne vit que par ses lecteurs, en kiosque, sur abonnement papier et internet, c'est la seule garantie d'une information véritablement indépendante. Pour rester fidèle à ses valeurs, votre journal a fait le choix de ne pas prendre de publicité sur son site internet. **[Ce choix a un coût](#)**, aussi, pour contribuer et soutenir notre indépendance, **[achetez Politis, abonnez-vous](#)**.

Plusieurs experts anglais, canadiens, américains, norvégiens et français des régions nordiques ont profité de leur présence à la COP 24 de Katowice, en Pologne, pour relancer un thème d'observation et de réflexion qui les inquiète depuis des années : les multiples conséquences de la fonte du permafrost (ou pergélisol). Cette couche de terre et de débris végétaux en partie décomposés est souvent mêlée à des cristaux ou des lentilles de glace et, à partir de quelques mètres de profondeur, parfois seulement un ou deux, le permafrost restait en permanence gelé depuis des dizaines de millénaires. Cela explique que les pays concernés aient pu depuis des années appuyer leurs constructions, leurs usines et leurs installations sur ce sous-sol dur comme du béton.

Problème : ce sous-sol réputé stable a commencé de fondre il y a une vingtaine d'années. Et

comme le permafrost est présent sur 20 % des terres émergées, en Alaska, au Canada ou en Russie, on rencontre de plus en plus d'immeubles penchés. Lesquels finissent par s'affaisser, tandis que usines deviennent inutilisables, car les fondations perdent leurs appuis. Ce sont également les mouvements imprévus du permafrost qui provoquent de nombreuses ruptures d'oléoducs entraînant des marées noires en Sibérie. Dans cette région, à Irkoutsk par exemple, ce dégel explique que de nombreuses isbas du centre-ville s'enfoncent années après années, amenant souvent leurs fenêtres au raz du bitume ou de la boue des trottoirs. D'après Greenpeace, la Russie consacre 1,3 milliard d'euros par an aux réparations liées à ces incidents et accidents.

Un potentiel de 1 700 milliards de tonnes

Dans la toundra, en Russie comme dans le nord du Canada, d'énormes excavations souvent insondables se forment en surface. Des trous dans lesquels, quand les premières neiges ne forment encore qu'une mince pellicule, disparaissent des hommes, des animaux, des voitures ou parfois des camions. Des failles par lesquelles s'échappent des millions de tonnes de méthane, un gaz à effet de serre bien plus dangereux pour le climat que le gaz carbonique. Les spécialistes ont calculé que le permafrost stocke 1 700 milliards de tonnes de méthane : une quantité de gaz à effet de serre deux fois supérieure à celle déjà accumulée dans l'atmosphère de la Terre. Cela signifie que le réchauffement climatique entraîne dans les régions arctiques des émanations incontrôlables qui accélèrent la vitesse de ce réchauffement. Donc, seule la maîtrise de la production de CO2 liée aux activités humaines peut mettre un terme à l'augmentation des rejets gazeux émanant de la fonte du permafrost. Cette perspective paradoxale rend dérisoire la volonté officielle de limiter le réchauffement à 1,5 degré, puisque, au rythme actuel de la fonte, 50 % des gaz emprisonnés dans les terres gelées pourraient avoir été libérés dans l'atmosphère.

Cette dispersion entraîne d'autres conséquences dangereuses pour la vie humaine, pour les animaux et pour la végétation. D'abord parce que le permafrost contient environ 2 millions de tonnes de mercure susceptibles de répandre dans l'atmosphère des centaines de tonnes de méthylmercure, composé gazeux qui s'attaque au système respiratoire et au système nerveux. Avec des effets létaux si les quantités inhalées dépassent un certain seuil et une certaine concentration pour toutes les espèces vivante. Cette concentration, par exemple, atteint déjà les tissus des gros poissons et des cétacés.

Retour de bactéries et virus inconnus

Ensuite, les scientifiques ont constaté que des bactéries et des virus oubliés ou inconnus surgissent également des trous qui s'ouvrent dans le permafrost. Ainsi des décès dans les troupeaux de rennes sibériens ont été provoqués par la « maladie du charbon ». Elle a aussi entraîné la mort, il y a deux ans, d'un enfant, et aussi d'autres personnes non officiellement répertoriées, les autorités russes restant très discrètes sur le retour de cette maladie infectieuse très contagieuse pour les animaux comme pour les humains alors qu'elle avait disparu depuis près d'un siècle.

L'explication du retour de cette maladie est aussi simple qu'angoissante : le bacille qui la provoque peut résister à des milliers d'années de glaciation, comme la plupart des bactéries qui

surgissent des entrailles de la terre, comme la plupart des virus identifiés aux bords de cratères. Et la plupart pourraient provoquer des affections que nul n'a jamais encore tenté de soigner. D'où la prudence des Russes et l'inquiétude des scientifiques et des médecins.

La fonte du permafrost va libérer la plus grande réserve de mercure de la planète... et c'est une catastrophe

Concepcion Alvarez 8 février 2018 NovEthic.fr

Des scientifiques ont découvert des quantités de mercure astronomiques dans le permafrost, le sol gelé de l'Arctique. Or la fonte des glaces aurait pour conséquence de libérer tout ce métal dangereux. Il pourrait contaminer poissons et animaux marins et ainsi remonter la chaîne alimentaire, menaçant à terme notre santé à tous.



Le pergélisol représente un quart de la surface de l'hémisphère Nord.

Des chercheurs ont découvert la plus grande réserve de mercure de la planète. Elle se trouve dans les sols glacés de l'hémisphère Nord. Le permafrost stocke en effet deux fois plus de mercure que le reste des sols, de l'atmosphère et des océans de la Terre. Cette découverte a des implications importantes pour la santé humaine et les écosystèmes.

Pour mener à bien leur recherche (1), les scientifiques ont foré 13 carottes de sol de pergélisol à divers sites en Alaska entre 2004 et 2012 pour déterminer la quantité totale de mercure enfermée sous la glace. Alors qu'ils s'attendaient à en trouver très peu, les résultats sont effrayants. 1 656 millions de kilogrammes de mercure y sont présents. 863 millions de

kilogrammes se trouvent dans la couche superficielle du sol qui gèle et dégèle chaque année et 793 millions de kilos sont gelés dans le pergélisol. Au total, cela permettrait de remplir l'équivalent de 50 piscines olympiques.

30 à 90 % du pergélisol dégelé d'ici 2100

"Il n'y aurait pas de problème si tout restait gelé, mais nous savons que la Terre se réchauffe", a déclaré l'auteur principal de l'étude, Paul Schuster, hydrologue de l'US Geological Survey. "Ce qu'il se passe en Arctique ne reste pas en Arctique", affirme Kevin Schaefer, de l'université du Colorado, co-auteur de l'étude. "Très vite, cette grande quantité de mercure se propagera partout sur la Terre".

On sait que la fonte des glaces est déjà en cours dans l'hémisphère Nord en raison de la hausse des températures. Les modèles climatiques prévoient une réduction de 30 à 90 % du pergélisol d'ici 2100. Cela va libérer une quantité importante de mercure qui va affecter les écosystèmes aquatiques et s'infiltrer dans la chaîne alimentaire. Or le mercure est un poison pour l'Homme et peut avoir des effets nocifs sur le système nerveux et reproductif.

Pour les scientifiques, la prochaine étape va consister à modéliser l'impact du changement climatique sur la libération du mercure par le permafrost, ainsi que sa propagation dans le monde entier. *"24 % de tout le sol au-dessus de l'équateur est du pergélisol, et il y a cet énorme bassin de mercure emprisonné. Que se passera-t-il si le pergélisol dégèle ? Jusqu'où le mercure remonterait-il dans la chaîne alimentaire ? Ce sont d'importantes questions auxquelles nous nous devons de répondre", expliquent-ils.*

NOTE : (1) Voir [l'étude](#) publié dans le National Snow and Ice Data Center

Carburant : « La mobilisation était prévisible », selon Jean-Marc Jancovici

Recueilli par Cécile FRANGNE. Ouest-France

Dans le plan d'Edouard Philippe, le gel pour six mois de la taxe sur les carburants. Cette dépendance au pétrole « reste un angle mort » pour le spécialiste de l'écologie Jean-Marc Jancovici.

Les annonces du gouvernement mettront-elles un terme à la colère des Gilets jaunes ? Entretien avec Jean-Marc Jancovici, président du think tank Shift project.



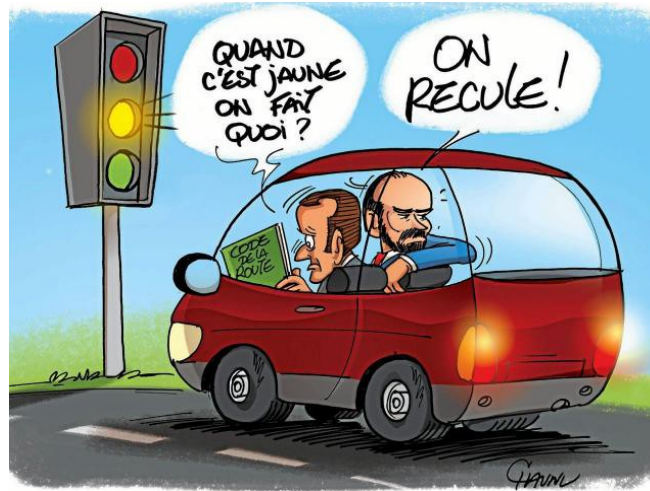
Mobilisation des Gilets jaunes. © MARC OLLIVIER / OUEST-FRANCE

Les annonces d'Édouard Philippe sont-elles une mauvaise nouvelle pour la transition écologique ?

Proposer un moratoire, si c'est une étape dans une solution construite, cela ne pose pas de problème. En revanche, si le gouvernement espère voir l'épisode actuel comme un simple orage qui passera - ce que je crains - cela devient grave. Car, quand la France a commencé la transition énergétique, elle ne s'est occupée ni de mobilité ni d'énergie fossile : elle a investi dans d'électricité, et préféré baisser le nucléaire. Notre dépendance au pétrole reste un angle mort.

La mobilisation contre l'augmentation du prix du carburant était-elle prévisible ?

Oui ! Le gouvernement a géré dans l'urgence un problème dont il aurait dû s'inquiéter depuis longtemps. On sait très bien depuis 2008 que la production de pétrole conventionnel (hors sables bitumineux et pétrole de schiste) baisse. Par conséquent, la consommation de pétrole dans les pays de l'OCDE a décru parce qu'il n'y en avait plus autant qu'avant. Cela s'est traduit par des prix qui augmentent. Or, dans une économie qui commence à manquer de pétrole, ceux qui souffrent le plus sont ceux qui habitent loin des villes.



À quelle transition est affectée la fiscalité sur les carburants ?

Aujourd'hui, sur les trente-trois milliards de taxes que l'on prélève sur le carburant, cinq milliards vont financer les panneaux solaires et les éoliennes, et cela devrait passer à sept en 2019. Les éoliennes et panneaux solaires augmentent en retour le prix de l'électricité par rapport au nucléaire existant. Ce plan augmente les importations, donc détruit de l'emploi et ne fait rien gagner sur le CO2, puisque l'électricité supprimée, le nucléaire, en produit peu. L'État français a déjà signé pour 120 milliards d'euros de contrats. Vous en faites des choses pour des gens qui ne peuvent pas se déplacer avec 120 milliards d'euros !

Que doit-il faire dans les prochains mois ?

Il n'y a pas de solutions immédiates, malheureusement. Quand vous taxez la cigarette, l'alternative est d'arrêter de fumer. Si vous voulez faire que les gens cessent de consommer du carburant, vous devez leur proposer des alternatives. Les Gilets jaunes sont des gens qui n'en ont pas assez. Le gouvernement doit rediriger les milliards qu'il dépense dans l'éolien et le solaire pour les mettre d'une part dans l'aide à la mobilité, en développant notamment les lignes de bus, de trains, le covoiturage et le vélo électrique. D'autre part, il doit mettre fin au fioul dans le chauffage des ménages modestes, par passage à la pompe à chaleur ou au bois.

En a-t-il les moyens politiques ?

Plus le temps passe, moins il en aura. Mais il n'a pas le choix. Abdiquer sur la transition écologique ne serait pas responsable, car le pétrole va continuer à baisser en volume, et le climat continuer à se détériorer.

Rente pétrolière et corruption : le cas du Nigéria

Source : Ifri 07 déc. 2018

Membre de l'OPEP, le Nigéria est le principal producteur africain de pétrole (près de 2 millions de barils par jour de pétrole en 2017⁽¹⁾), dont l'exploitation fournit à l'État une grande partie de ses ressources⁽²⁾. Le pays le plus peuplé du continent (plus de 200 millions d'habitants⁽³⁾) est toutefois « souvent cité comme un cas d'école des ravages de la corruption », faisant partie depuis plusieurs années des 40 pays les plus corrompus au monde selon l'« indice de perception » de l'ONG Transparency International⁽⁴⁾.

Dans cette étude publiée le 30 novembre par le Centre Énergie de l'Ifri, Marc-Antoine Pérouse de Montclos⁽⁵⁾ vise à « *décrypter la complexité des mécanismes et des instruments de détournement de la rente* » pétrolière, en décrivant comment ce détournement s'opère à tous les niveaux du secteur, depuis l'extraction d'hydrocarbures à la commercialisation et aux exportations et importations de brut et de produits raffinés.



Il est rappelé à plusieurs reprises que les multinationales « *qui retiennent tant l'attention des médias, ne sont jamais qu'un acteur du problème, parmi beaucoup d'autres* » et que la corruption n'est pas « *un phénomène nouveau* » dans le pays, bien qu'elle ait été exacerbée depuis le boom pétrolier des années 1970. Le Nigéria a été le premier pays à signer en 2003 l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI)⁽⁶⁾ mais il n'a depuis « *pas renoncé à ses mauvaises habitudes* ».

Parmi ces mauvaises « habitudes » figurent entre autres les opérations de « *bunkering* » : des voleurs percent les oléoducs pour en extraire le brut (en y injectant dans le même temps de l'eau pour maintenir la pression et éviter d'être repérés). Les opérateurs pétroliers évaluent entre 70 000 et 300 000 barils par jour les pertes associées au « bunkering », ce qui correspond à un montant d'au moins 1,5 milliard de dollars par an selon les calculs du Council on Foreign Relations (think tank américain)⁽⁷⁾. L'auteur souligne toutefois que « *beaucoup de monde a intérêt* » à ce que cette pratique se poursuive, l'industrie pétrolière achetant elle-même « *la paix sociale* ».

Il existe de nombreuses autres « *opportunités de détournement* » de la rente pétrolière au

Nigéria, impliquant souvent la compagnie nationale pétrolière : la NNPC, « *réputée pour son opacité [...] véritable triangle des Bermudes où les fonds publics disparaissent à tout jamais* », approuve notamment tous les contrats et les dépenses d'un montant supérieur à 1 million de dollars dans les *joint-ventures*⁽⁸⁾. La multiplication d'intermédiaires, encouragée depuis le début des années 2000 dans le cadre de la politique de « nigérianisation » du secteur, multiplie encore ces opportunités de détournement.

Fort de ce constat, l'auteur de cette étude souligne notamment la nécessité d'améliorer la gouvernance du Nigéria, la lutte contre la corruption devant « *impliquer les autorités au plus haut niveau politique et ne pas se réduire à des effets d'annonce en vue d'éliminer des opposants en interne* ».

La taxe carbone, entre fronde conservatrice et exercice éducatif

Alexandre Shields 8 décembre 2018 Le Devoir.com



Les attaques les plus virulentes contre la taxe carbone fédérale proviennent d'élus de provinces productrices de pétrole, dont l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba. Photo: Ian Willms Getty Images Agence France-Presse

Les premiers ministres de quatre provinces, tous conservateurs, sont en guerre ouverte contre le gouvernement Trudeau sur la question de la taxe carbone, pièce maîtresse du plan climatique des libéraux. Cette fronde, qui a un écho certain chez les citoyens canadiens, pourrait toutefois être contrée en partie par un exercice pédagogique, à l'aube de l'année électorale. Un exercice d'autant plus important que cette tarification de la pollution ne représente qu'un premier pas qui devra être suivi de gestes nettement plus ambitieux.

Juin 2008. Le chef libéral Stéphane Dion présente son « Tournant vert », un ambitieux programme environnemental élaboré pour réduire la pollution et encourager l'innovation. Il mise notamment sur l'imposition d'une taxe sur le carbone débutant à 10 \$ la tonne et devant atteindre 40 \$ au bout de quatre ans. On connaît la suite. Les conservateurs de Stephen Harper ont attaqué la mesure proposée par les libéraux, qui ont fini par essuyer une cuisante défaite en

octobre 2008, en partie en raison de la décision de miser sur un virage vert.

La rhétorique conservatrice se répète depuis des mois, cette fois contre la « taxe carbone » des libéraux de [Justin Trudeau](#). Cette semaine, c'était au tour du gouvernement néo-brunswickois de Blaine Higgs de se lancer dans la lutte contre la tarification des émissions de gaz à effet de serre (GES). Ancien haut dirigeant de la pétrolière Irving, partisan de la relance du projet de pipeline Énergie Est et défenseur de l'exploitation du gaz de schiste dans sa province, M. Higgs entend même lancer une action en justice pour avoir gain de cause contre Ottawa.

Ce texte fait partie de notre section Perspectives.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick n'est pas seul dans sa lutte, puisque la Saskatchewan a déjà lancé sa propre action en justice contre cette taxe carbone jugée « inconstitutionnelle », appuyée dans ses démarches par l'Ontario de Doug Ford. Les conservateurs albertains, qui espèrent remplacer le gouvernement néodémocrate déjà très pro-pétrole de Rachel Notley au printemps prochain, appuient également la démarche. Le Manitoba, lui aussi dirigé par un gouvernement conservateur partisan du secteur pétrolier, a par ailleurs annoncé en octobre son refus de la tarification imposée par le fédéral.

Canadiens divisés

À l'instar des gouvernements provinciaux, la taxe carbone divise les Canadiens, selon un sondage publié à la mi-novembre par la firme Mainstreet Research. Les données indiquent en effet qu'environ 49 % de la population appuie cette mesure, mais qu'à peine le tiers des Albertains et des citoyens des Prairies y sont favorables. Le même sondage démontre cependant qu'une majorité (76 %) de Canadiens est consciente de la réalité de la crise climatique provoquée par l'activité humaine, mais aussi de l'importance pour le gouvernement de lutter contre le réchauffement, notamment au nom du devoir moral envers les générations futures.

49 %

Près d'un Canadien sur deux appuie le projet de taxation de carbone des libéraux, selon un sondage de la firme Mainstreet Research.

Ce portrait en apparence contradictoire ne surprend pas Michel Poitevin, professeur titulaire au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal. « Il ne faut pas se leurrer : réduire notre production de carbone va faire mal. Or, même si les gens sont tous pour l'environnement, peu veulent payer plus cher pour protéger l'environnement. Si on demandait aux gens s'ils veulent que le prix de l'essence augmente jusqu'à trois dollars le litre, en raison de la tarification du carbone, je ne crois pas que ce serait très populaire. Pourtant, c'est ce qu'il faudrait. Il n'y a pas de pensée magique possible », explique-t-il.

Si on demandait aux gens s'ils veulent que le prix de l'essence augmente jusqu'à trois dollars le litre, en raison de la tarification du carbone, je ne crois pas que ce serait très populaire. Pourtant, c'est ce qu'il faudrait.

— **Michel Poitevin**

« Il faut désormais payer le droit de polluer et il faut que les gens comprennent que la pollution a un prix. Ça va prendre du temps. Il y a beaucoup d'éducation à faire pour cela », ajoute

M. Poitevin. Une éducation d'autant plus importante que la taxe carbone fédérale, qui atteindra 20 \$ la tonne en 2019, doit par la suite augmenter jusqu'à 50 \$, en 2022.

L'économiste François Delorme, qui collabore au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), ajoute que cette tarification devra être encore plus importante afin d'inciter les citoyens à changer leurs habitudes, et donc générer des réductions significatives de GES. Il souligne que celle-ci devra être d'au moins 130 \$ en 2030.

Exercice pédagogique

Comment faire accepter une telle taxe, compte tenu de la résistance de certaines provinces ? « Toute forme de taxation va faire réagir et susciter une forme de résistance. Il faut donc démontrer à quoi sert la taxation. Il y a un volet pédagogique qui est très important, sinon la contestation peut devenir très forte », selon M. Delorme. Il importerait, selon lui, de bien expliquer le principe du « double dividende ». « On taxe le produit qui génère la pollution, il y a donc un bénéfice environnemental, mais on redonne l'argent aux citoyens, par exemple à travers une réduction des impôts. »

M. Delorme souligne aussi l'importance d'investir une partie de cette taxe dans le développement des infrastructures et des mesures qui favorisent la transition énergétique. « Mais il est extrêmement important d'adjoindre une reddition de comptes et une imputabilité strictes et exemplaires dans le cas de ces sommes, de sorte que la population puisse suivre le "circuit" de la taxe, de sa perception aux fonds dépensés. C'est le problème du Fonds vert au Québec : son opacité et certains investissements "douteux" critiqués par le bureau du Vérificateur général », mais aussi le Conseil de gestion du Fonds vert.

Cet exercice éducatif est en outre important dans le contexte où la taxe carbone devrait normalement être suivie d'autres mesures qui seraient probablement très impopulaires, selon Michel Poitevin. Il cite en exemple l'idée d'implanter des péages sur les ponts des grandes villes comme Montréal, mais aussi l'imposition de règles plus strictes pour contrer l'étalement urbain, ou encore la mise en place d'un « bonus-malus », qui permet de pénaliser l'achat de véhicules énergivores, par exemple les VUS.

Sans la mise en oeuvre de mesures supplémentaires, le Canada n'atteindra pas ses objectifs de réduction de GES, eux-mêmes insuffisants pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris, résume Annie Chaloux, professeure à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Malgré les lacunes du plan fédéral, la contestation pourrait amener les libéraux à reculer davantage, prévient-elle. « On peut se demander si Justin Trudeau va tenter de ménager la chèvre et le chou en choisissant de réduire les ambitions de la taxe sur le carbone. S'il fait cela, il ne fera que retarder les réductions d'émissions de gaz à effet de serre. »

Selon Mme Chaloux, Ottawa doit impérativement résister aux attaques des gouvernements provinciaux. « Cette contestation tient davantage d'une fronde politique de la part de politiciens conservateurs que d'une volonté populaire de s'opposer à la mécanique de la taxe sur le carbone. Les citoyens sont de plus en plus conscientisés et comprennent de mieux en mieux les enjeux climatiques. Ils veulent des politiques plus ambitieuses et c'est le travail du gouvernement de développer ces politiques. »

Après Macron

Didier Mermin Paris, le 8 décembre 2018



Le peuple a fini par parler à sa manière qui n'est pas celle de BFMTV ni des journalistes. Ça surprend toujours quand il se fait entendre pour de bon, après des décennies de mutisme. Selon [F. Lordon](#), « la directrice de BFM est restée interloquée d'entendre scander « BFM enculés » sur les Champs » : il ne faut donc pas s'étonner que volent dans les airs non seulement les mots les plus délicats, mais aussi tout ce qui se trouve à portée de biceps. L'on peut trouver quelque chose de jouissif dans cette histoire si l'on se souvient que c'est un Macron « [jupitérien](#) » qui avait paradé sur les Champs.



Il faut bien dire qu'il n'est pas le seul coupable, mais il est de loin le président qui se sera montré le plus méprisant, parachuté par ce système que les gens du peuple symbolisent par la [banque Rothschild](#). Le pouvoir a tout intérêt à anesthésier les passions « *populistes* », mais

Macron a tout fait pour les attiser, allant jusqu'à détourner à son profit une autre parade : celle des Bleus à leur retour de la coupe du monde.

[Slavoj Žižek](#), éminent philosophe slovène, a fort bien résumé dans le [Diplo](#) les causes (ou le cadre) de cette « *crise des Gilets Jaunes* » :

« Une chose est sûre : après des décennies d'Etat-providence durant lesquelles les coupes budgétaires restaient limitées et toujours accompagnées de la promesse que les choses reviendraient un jour à la normale, nous entrons à présent dans un état d'urgence économique permanent. Une ère nouvelle, qui porte en elle la promesse de plans d'austérité toujours plus sévères, d'économies toujours plus drastiques sur la santé, les retraites et l'éducation, ainsi que d'une précarisation accrue de l'emploi. »

Même *Le Monde*, média *mainstream* par excellence, l'a reconnu dans un [édito](#) :

« D'abord une crise aux racines profondes, dont [Macron] n'est que très partiellement comptable : une remise en cause de trente années du système et de la représentation politique, à laquelle s'ajoute une impuissance de dix ans à réellement répondre aux conséquences de la crise de 2008. »

Tout cela nous fait dire que **le système politique se « dégingue »**. A la « dépolitisation » déplorée sous l'ère Mitterrand s'est ajouté le « dégagisme » qui s'est abattu sur Sarkozy et Hollande, et maintenant le discrédit d'un président, moins de deux ans après son « *triomphe* » électoral.



[Macron et ses symboles](#)

Les politiques, pris dans le maelström de la finance avec ses paradis fiscaux, de l'[Union Européenne](#) avec son néolibéralisme acharné, de l'euro¹ qui les prive de souveraineté budgétaire, et enfin de la concurrence mondiale avec ses « *délocalisations* », n'ont plus aucune marge de manœuvre. Il ne leur reste que le levier législatif pour « *réformer* » à tout va afin de donner l'impression de « *gouverner* ». Mais, sous la pression constante du système qui exige toujours « *moins d'État* », la réalité est que le pouvoir politique se vide peu à peu de sa substance, comme un blessé perd son sang, et l'on peut penser que le règne de Macron passera bientôt pour avoir été son chant du cygne.

Pour avoir conduit le pays à un soulèvement populaire digne de Mai 68, Jupiter est désormais discrédité, et même ridiculisé. Les Gilets Jaunes feront tout pour qu'il « *dégage* », et il importe peu de savoir comment car se pose une question autrement plus grave : **qui pour le remplacer ?** Sauf retour d'un vieux ténor, nous ne voyons personne. Et quand bien même il se trouverait quelqu'un, la question se pose de savoir combien de temps il resterait crédible, surtout sous la pression du peuple qui s'est « *réveillé* ». Pour l'heure, les Gilets Jaunes rêvent tout haut à plus de vraie démocratie, plus de participation populaire, etc., mais ne semblent pas percevoir le vrai risque : celui que se révèle un grand vide politique faute de personnalités capables de reprendre les rênes du pouvoir.

Il ne faut pas en conclure trop vite que l'extrême-droite va s'engouffrer dans la brèche et nous imposer sa « *dictature* » demain matin : pour l'heure, les Français sont largement républicains, démocrates et non-racistes, et nous croyons les Gilets Jaunes d'aujourd'hui parfaitement capables de bloquer le pays si l'extrême-droite s'emparait subitement du pouvoir.² Mais qu'en sera-t-il d'ici quelques années si l'instabilité politique s'installe, ce qui est fort possible ? L'on verra surgir de nouveaux acteurs, et les plus forts en gueule feront glisser l'offre politique vers la droite, tout en continuant de respecter les règles de la démocratie. Ils vendront de la « *souveraineté populaire* » sur le dos des immigrés, mais ne s'attaqueront pas au système qui reste encore le seul à prodiguer les emplois. Bref, la France risque fort de se rapprocher de l'Italie, de la Hongrie et de l'Autriche. Faute de pouvoir [sortir de l'euro et de l'UE](#), son chemin est tout tracé.

C'est pourquoi la question du fascisme se pose de façon toujours plus brûlante. Nous considérons que le fascisme est dans nos murs, (dressés aux frontières), mais pas encore dans les têtes, du moins pas en France. Nos pendules sont encore à l'heure des droits de l'homme car ils ne sont pas un vain mot pour les citoyens ordinaires, mais, dans certaines de ses pratiques, le « *régime* » est déjà fasciste. Écoutons F. Lordon³ :

« *Il faut tout de même mesurer l'énormité de cette histoire [du [Manifeste pour l'accueil des migrants](#) de Médiapart] : pas un mot dans l'appel pour nommer Macron, pour dire ce qu'est sa politique, pour dire la criminalisation de l'aide aux migrants (...), pour rappeler que, sous sa responsabilité, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. »*

Pour que le fascisme soit avéré, il manque « *la connexion entre une idéologie et une pratique politique* »⁴. Nous avons la pratique mais pas encore l'idéologie, droits de l'homme obligeant. Tout porte à croire que cela ne durera pas une éternité...

Paris, le 8 décembre 2018

Note : billet rédigé avant de connaître les effets de l'Acte IV des Gilets Jaunes.

L'euro a pris le relais du « [Système monétaire européen](#) » trépassé en 1993. Les Européens ont toujours eu des problèmes avec leurs monnaies : quand un pays dévalue, il favorise ses

2

3

4

exportations mais défavorise ses importations, donc les exportations des autres, et jamais personne n'est content, en particulier les Allemands. Ceux-ci comptent désormais parmi les principaux bénéficiaires de l'euro, car il est équivalent à un système à taux de change fixes, et ces [taux sont favorables à l'Allemagne](#).

Youtube : « [Emmanuel Todd -Le risque majeur est le coup d'Etat](#) ». A court terme, le risque est que Macron s'accroche et en arrive à déclarer l'état d'urgence.

« [Dire ensemble la condition des classes populaires et des migrants \(1\)](#) » : interview de F. Lordon.

Pour celles et ceux qui veulent en savoir plus sur le fascisme tel qu'il risque fort de se présenter, lire : « [Notre temps n'est nullement immunisé contre le cancer fasciste](#) ». Vraiment intéressant.

Plus de publications sur Facebook : [On fonce dans le mur](#)

[L'illusion technologique confrontée au climat](#)

Michel Sourrouille , biosphere, 09 décembre 2018



Bertrand Piccard croit au miracle : « *Grâce aux progrès technologiques, la lutte contre le réchauffement climatique n'est plus une contrainte. Nous pouvons parvenir à une croissance propre et qualitative. Saviez-vous que les bâtiments peuvent maintenant être si bien isolés qu'ils sont neutres sur le plan énergétique ? Ou que l'énergie nécessaire au chauffage peut être divisée par quatre et celle nécessaire à l'éclairage public et privé par dix ? Nous sommes même capables aujourd'hui de dessaler l'eau de mer avec l'énergie solaire. Le plastique biodégradable peut être produit à partir de protéines de lait. Les émissions de méthane de vache peuvent être réduites de 30 % avec un simple additif alimentaire. Ce ne sont là que quelques exemples de technologies propres. Je suis convaincu que nous pouvons décarboner nos économies bien avant 2050. Mieux encore, nous avons l'opportunité d'une transition vers une croissance durable à l'échelle mondiale. Les solutions technologiques d'aujourd'hui sont logiques autant qu'elles sont écologiques.* »*

Trop beau pour être vrai cet exercice de technophilie. Prenons les rots et pets des vaches. [Une étude de 2015](#) voulait démontrer que des bovins émettaient 30 % de méthane en moins grâce à un complément alimentaire. Mais les différentes molécules testées tardent à sortir des stations de recherche. En cause notamment, des impacts potentiels sur la santé de l'animal. Reste la

question du coût d'une telle molécule ; les éleveurs laitiers sont dans une telle situation qu'ils ne peuvent pas se payer un inhibiteur de méthane. De toute façon l'efficacité énergétique dans les autres domaines indiqués par Piccard a non seulement un coût en énergie et en métaux rares, mais des innovations ponctuelles ne sont pas à l'échelle de la division nécessaire par quatre ou cinq de nos émissions de gaz à effet de serre. Par leur optimisme sans preuve et leur discours hors sol, [Piccard](#) et consorts empêchent que notre société aborde de front la véritable transition énergétique qui peut se résumer ainsi : [réduire nos besoins](#), recycler, relocaliser, mais aussi [démondialiser](#), [désurbaniser](#), [dévoiturer](#), mais aussi miser sur les [technologies douces](#) adaptées aux hommes et à la planète, ce qui exclut toute technique complexe et gourmande en ressources naturelles. Quelques compléments d'analyse avec les commentateurs sur [lemonde.fr](#) :

ALAIN LE COMTE : C'est beau l'optimisme !! ...Ma grand-mère, à moins que ça ne soit Einstein, disait « la technologie ne peut pas réparer les dégâts de la technologie » !!

ChP : C'est Noël. Il nous ont sorti le ravi Helvète, qui s'esbaudit et lève les bras au ciel, dès qu'il entend innovation, croissance verte ou durable. Réjouissez vous mes frères, la lutte contre le réchauffement climatique n'est plus une contrainte mais une joie. Le Grand Technologue nous a envoyé son messenger dans son avion aux grandes ailes blanches. Prions, car Satan a réuni ses pires serviteurs à Katowice ! Le beau rêve risque de s'effondrer, la belle promesse va s'évanouir dans les vapeurs du réchauffement.

Balzamine : J'espère que les « groupes de pression » (pro pétrole, pro charbon, pronucléaire, j'en passe et des pires) ne feront pas obstacle à la circulation et au développement de ces innovations technologiques que nous promet M. Piccard !

le sceptique @ Balzamine : Comment cela pourrait être le cas ? Ce qui marche se diffuse. Cela fait 20 ans que je lis de ci de là des propos vaguement complotistes comme quoi on aurait des sources d'énergie ou des machines énergétiques super-efficaces mais que ces inventions seraient brimées par les magnats du pétrole (ou autres). Le problème : c'est juste faux, après examen, les trucs « super » ont un gros défaut, genre ne savent pas stocker une énergie fatale, coûtent 2 fois plus cher que leur équivalent thermique, etc. Par ailleurs, déposer un brevet sur une bonne idée et ne pas l'exploiter est parfaitement stupide si l'idée est plus rentable que son propre business. La propriété intellectuelle peut retarder parfois des démocratisations d'invention, mais depuis deux siècles qu'elle existe, il faudrait être assez aveugle pour prétendre que l'innovation technologique a été ralentie !

* LE MONDE du 5 décembre 2018, *Bertrand Piccard* : « Grâce aux technologies, la lutte contre le réchauffement n'est plus une contrainte »

Peuple et dirigeants ont un problème avec l'écologie

Michel Sourrouille , biosphere, 08 décembre 2018

Le problème actuel, c'est que la population n'a pas du tout la fibre écologiste, surtout quand il s'agit du prix de l'essence. Ainsi du mouvement des gilets jaunes qui a dégénéré au nom de la « démocratie ». 162 personnes ont été prises en charge dans neuf hôpitaux à la suite des incidents de samedi dernier. La crise des « gilets jaunes » s'est aussi invitée à l'Assemblée nationale, son président Richard Ferrand estimant que « la démocratie doit reprendre ses droits ». Marine Le Pen de son côté caresse le peuple dans le sens du poil : « Il faut

immédiatement que Macron annonce la suppression de l'augmentation des taxes sur l'essence, la baisse des prix de l'électricité et du gaz, l'augmentation des salaires minimum et retraites minimum. » Dans ce contexte délétère, la fiscalité carbone est bien oubliée. La démocratie se révèle un amas de revendications multiples qu'on ne pourra jamais satisfaire car elles elles cultivent le slogan du « toujours plus » sur une planète exsangue. La politique écologique n'a pas l'assentiment d'agitateurs qui ne font aucune référence aux réalités biophysiques.

Écoutons maintenant la réponse d'un vieux sage qui, à la question du MONDE (Le président français Emmanuel Macron s'est engagé à agir en faveur de l'environnement. Peut-il réussir ?), répondait ainsi : *« Non. Il n'est pas différent des autres. Les problèmes engendrés par le changement climatique et la pollution exigent de déployer des mesures extrêmement coûteuses à court terme mais dont les effets ne se mesureront pas avant des décennies. Aucun homme politique ou parti ne remportera une élection avec un tel programme. C'est la limite de la démocratie, qui a échoué à traiter le problème environnemental – même si elle reste le meilleur régime que nous connaissions... Mais les politiques peuvent bien faire ce qu'ils veulent : les contraintes naturelles détermineront notre futur, pas eux. »* (LE MONDE du 3 décembre 2018, Dennis Meadows : *« La démocratie a échoué à traiter le problème environnemental »*)

Notons aussi qu'au niveau international, la COP24 sur le réchauffement climatique a de fortes chances de se terminer en eau de boudin... comme les précédentes. Aucun des dirigeants des États membres du G20 (qui regroupent 80 % des émissions mondiales) n'a inclus Katowice dans son agenda diplomatique en décembre. Il est d'ailleurs paradoxal de voir une conférence sur le climat s'établir au cœur de la région charbonnière de la Silésie. On espère l'adoption des règles de mise en œuvre de l'accord de Paris (COP21), autant dire déjà que cette conférence mondiale n'était qu'un leurre. Une hausse des engagements des États pour réduire leurs émissions et s'adapter aux effets du réchauffement dans un système où la « démocratie » consiste à faire plaisir au bon peuple est une impossibilité manifeste. On a discuté pour rien pendant 24 ans alors que les émissions de gaz à effet de serre atteignent des sommets.

Quant aux médias, il est significatif que LE MONDE refait sa page de présentation sur le net et que la rubrique planète n'arrive qu'après les rubriques « Live, sélection de la rédaction, Opinions, Les plus lus, Vidéos, International, Politique, les décodeurs, Société, M le mag, Pixel, Sport ». La rubrique Planète n'arrive donc à la lumière qu'après le sport, en treizième position. Où va la démocratie quand le contre-pouvoir médiatique ne joue plus son rôle ? A l'occasion du décès de Roger Cans dont LE MONDE fait la nécrologie, nous tirons des [archives de notre blog](#) biosphere le récit suivant : *Quand Roger Cans reprend la rubrique environnement au MONDE en 1982, il se retrouve seul et isolé. Son chef de service lui dit carrément que l'important était la décentralisation et la régionalisation, qui devraient occuper 80 % de son temps. Le directeur de la rédaction d'alors, Daniel Vernet, le croise dans le couloir et lui demande « l'agriculture bio, combien de divisions ? ». Certains de ses articles passent à la trappe. Même avec des catastrophes écologiques, la rubrique environnement a du mal à s'imposer. L'affaire de Bhopal, cette fuite de gaz mortel qui tue ou blesse des milliers d'habitants d'une grande ville indienne en décembre 1984 ne donne lieu qu'à une brève le premier jour. Et le correspondant à New-Delhi n'ira à Bhopal que plusieurs mois après la catastrophe, lorsque l'affaire deviendra politique. Idem pour Tchernobyl, en avril 1986 : le correspondant à Moscou n'ira jamais enquêter sur place, la couverture de l'événement est donc minimale. L'écologie n'est toujours pas un service ni un département rédactionnel,*

l'environnement reste un problème technique. Et l'écologie politique reste considérée comme une nuisance puisqu'elle affaiblit la gauche lors des élections. Les colonnes du quotidien ne s'ouvrent véritablement à l'écologie qu'à partir du numéro du 23 septembre 2008 ; une page est consacrée à la Planète...

Ni Ruffin, ni Leclerc ! A bas le pouvoir d'achat !

Michel Sourrouille , biosphere, 10 décembre 2018

Les syndicats (ex-)rouges sont pour le pouvoir d'achat. Les syndicats jaunes itou. La droite et l'extrême droite, idem. Point commun avec la gauche et l'extrême-gauche. Et Mr Leclerc, Mme Carrefour, etc. « Le pouvoir d'achat doit croître ! » Une touchante convergence historique. Pour une société écologique, vous repasserez ! Y a-t-il une institution, une organisation aujourd'hui qui soit opposée au pouvoir d'achat ? Si je ne compte pas les derniers moines et bonnes sœurs prudemment retirés du monde, à ma connaissance aucun. Sauf La Décroissance bien entendu ?
*

*« Trop de taxes », « trop de pauvres », « trop de riches », « rendez l'argent »... sur les gilets et les banderoles, les slogans de ces dernières semaines tournent tous, lancinants, autour de la question du pouvoir d'achat... Emmanuel Macron a fait le pari de libéraliser l'économie française pour favoriser le retour de la croissance sur le long terme. Mais sans répondre à l'impatience d'une France qui ne croit plus aux promesses.***

Tous sauf trop rares exceptions veulent plus de pouvoir d'achat... les gouvernements veulent donc plus de croissance. Cercle infernal qui épuisent les ressources naturelles et détraquent les équilibres vitaux. En 1972, le remède était clairement posé dans le rapport au club de Rome sur [les limites de la croissance](#) : « Dès qu'une société reconnaît qu'elle ne peut pas tout donner à tout le monde, elle doit commencer à procéder à des choix. Doit-il y avoir davantage de sites préservés ou davantage d'automobiles, davantage de nourriture pour les pauvres ou encore plus de services pour les riches, davantage de naissances ou un revenu individuel plus élevé ? L'essence même de la politique consiste à ordonner les réponses à ces questions et à traduire ces réponses en un certain nombre d'orientations. » Quarante-six ans après, aucune des limites écologiques de notre croissance, aucun des risques majeurs que traversent notre société thermo-industrielle ne sont envisagées ni par les gilets jaunes, ni par les médias, ni donc par les politiques. Pour préserver le pouvoir d'achat, le gouvernement Macron en est même arrivé à supprimer la taxe carbone... qui aurait pu modifier nos comportements et éviter le krach climatique. Les gilets jaunes vivent le moment présent de leurs besoins de bagnole, quelques centimes de hausse du carburant met la France en pétard. Pourtant on a bien vécu à une époque sans voiture ni smartphone, sans ronds-points ni chômage. L'écologie se pratiquait autrefois sans le dire, aujourd'hui les contraintes biophysiques sont au plus bas dans les mentalités bercées par la publicité et les prix d'appel... Les gilets jaunes qui veulent plus de pouvoir d'achat, plus de croissance et la démission d'un gouvernement pourtant croissanciste et adepte du pouvoir d'achat. Les cris d'alarme des années 1970, renouvelés depuis par maintes et maintes études scientifiques, sont resté inaudibles. Quelqu'un de sensé devrait être terrifié par l'avenir que nous préparons ensemble syndicats et partis, droite et extrême droite, gauche et ultra-gauche, et Mr Leclerc et Mme Carrefour, et gilets jaunes et Macron !

* *Ni Ruffin, ni Leclerc ! A bas le pouvoir d'achat !* In La Décroissance de décembre 2018, janvier 2019

** LE MONDE économie du 6 décembre 2018, « *L'équation impossible du pouvoir d'achat : pour apaiser la colère de l'un, on alimente celle de l'autre* »

SECTION ÉCONOMIE



USA: Nouveaux sommets historiques au 3ème trimestre 2018 pour ces 3 bulles de crédit qui menacent d'exploser à tout moment

Publié le 9 décembre 2018 à 22:15:49 / 1 commentaire / 842 vues

C'est la prochaine bombe après les subprimes: Ces trois bulles de crédit menacent d'exploser à tout moment. Suite à la récente mise à jour réalisée ces

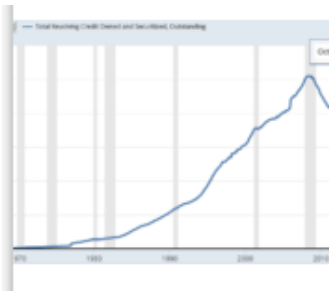
jours... Lire la suite



Les marchés boursiers en 2019: La plongée dans le précipice ?... Avec Nicolas Chéron

Publié le 8 décembre 2018 à 13:01:14 / 8 commentaires / 1 638 vues

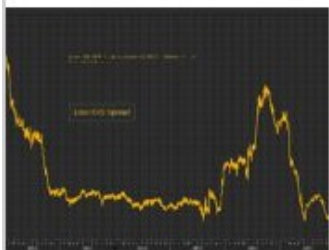
Diplômé de l'EDHEC Lille, directeur de la Recherche Marchés chez Binck.fr, membre des Econoclastes et intervenant sur BFM Business, Nicolas Cheron nous livre ses... Lire la suite



Etats-Unis: La dette sur les cartes de crédit vient d'atteindre un nouveau sommet historique au 3ème trimestre 2018 !

Publié le 9 décembre 2018 à 17:35:56 / 3 commentaires / 641 vues

Selon les dernières données publiées récemment par la Réserve fédérale américaine, la dette sur les cartes de crédit vient d'atteindre un nouveau sommet historique... Lire la suite

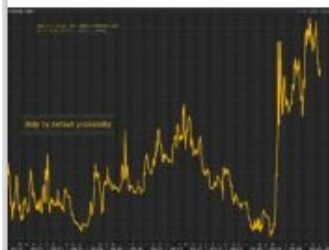


Oups ! Le Spread Libor-OIS vient de franchir à la hausse le seuil des 40 points de base. Une crise couve-t-elle sur le marché interbancaire ?

Publié le 8 décembre 2018 à 18:20:20 / 10 commentaires / 711 vues

Oups ! Le Spread Libor-OIS vient de franchir à la hausse le seuil des 40 points de base. Depuis la fin de l'année dernière, la Fed a commencé à réduire la taille

de... Lire la suite



L'agence de notation Scope a dégradé d'un cran la note de l'Italie de A- à BBB+

Publié le 8 décembre 2018 à 19:06:59 / 2 commentaires / 495 vues

L'agence de notation Scope a dégradé d'un cran la note de l'Italie de A- à BBB+. Les raisons sont l'absence d'un programme cohérent de... Lire la suite



La position créditrice de la Bundesbank dépasse les 941 milliards €. Un gouffre pour le reste de l'Europe.

Publié le 9 décembre 2018 à 10:09:42 / 1 commentaire / 914 vues

Depuis 2008, au sein du système interbancaire européen, la Bundesbank ne cesse d'accumuler des créances sur le sud de l'Europe. Ces dernières viennent d'atteindre... Lire la suite



Venezuela: Le taux d'inflation annuel tutoie toujours des sommets affolants à plus de 59.170% !!

Publié le 9 décembre 2018 à 19:22:34 / 2 commentaires / 231 vues

Le Samedi 08 Décembre 2018, selon les dernières mesures de Steve H. Hanke, professeur d'économie appliquée et codirecteur de l'Institute for Applied Economics... Lire la suite



Olivier Delamarche: "Sur la retraite faut être très clair, le système tel qu'on le connaît aujourd'hui ne tiendra pas ! Ce n'est pas possible !!"

Publié le 9 décembre 2018 à 19:41:09 / 11 commentaires / 1 402 vues

Avec le système actuel le paiement des retraites n'est pas assuré. Avec un ratio de dépendant pour chaque actif de 1,2 en 2040 ce n'est pas possible. Avec

une... Lire la suite



Le plein emploi aux USA, c'est près de 102 millions d'américains qui pourraient travailler et qui ne travaillaient pas au 30 Novembre 2018

Publié le 8 décembre 2018 à 11:02:27 / 5 commentaires / 736 vues

Le nombre d'américains se trouvant hors de la population active (en dehors du marché du travail) se situe toujours proche des sommets historiques, selon les

nouvelles... Lire la suite

Alerte baissière sur les marchés. Croix de la mort... qui tue !

par [Charles Sannat](#) | 10 Déc 2018

En plus, notre pauvre Macron risque de se prendre un krach financier dans les gencives, ce qui ne va pas arranger ses affaires.

Comme disait Jacques Chirac, « les emmerdes, ça vole en escadrille »...

C'est quoi une « croix de la mort » (qui tue les hausses) ?

C'est un indicateur graphique et technique très suivi.

Lorsque sur les graphiques de Bourse, la moyenne à 50 jours a croisé dans sa chute la moyenne de long terme à 200 jours, cela forme une croix de la mort... qui tue !



Je vous avais déjà alertés de l'indicateur numéro 1, à savoir lorsque les cours des indices passent sous la moyenne dite mobile (comme les gendarmes, mais sans la matraque) à 200 jours, ce n'est franchement pas bon. Quand la baisse se poursuit, logiquement, vous avez la formation de cette croix avec les moyennes mobiles calculées sur des durées différentes qui se croisent et zou... second indicateur pourri...

En gros, cela ne sent franchement pas bon.

J'espère que vous avez toujours vos BX4 dont je vous avais invité à considérer l'acquisition pour couvrir vos portefeuilles. Les conserver semble approprié!! C'est parti pour bien purger.

Source [BFM Business ici](#)

Une « croix de la mort » sur les marchés

Stéphane SOUMIER journaliste 08/12/2018 BFM business



La défiance sur l'économie américaine au cœur des nouvelles stratégies de marché

La figure est technique mais elle est inscrite dans tous les ordinateurs qui guideront le marché lundi à l'ouverture: « la croix de la mort », est apparue sur l'indice large américain S&P 500 lorsque la moyenne de valorisation des marchés sur 50 jours a croisé, dans sa chute, la moyenne de long terme à 200 jours. En résumé: la défiance s'accélère, et les signaux envoyés par les autorités américaines n'y changent rien.

Wall Street a enregistré vendredi une nouvelle baisse importante, -2,33% pour l'indice large S&P, -2,24% pour le Dow Jones, -3,05% pour le Nasdaq qui repasse sous les 7.000 points. L'Amérique est-elle en train d'atterrir brutalement ? La réserve fédérale va-t-elle radicalement changer ses perspectives pour contrer cet atterrissage ? La guerre commerciale peut-elle finalement dégénérer ? Autant de questions qui poussent les investisseurs à se retirer du marché action, à envoyer le signal que la plus grande séquence de hausse de l'histoire du marché américain est peut-être arrivée à son terme.

« Erreur de débutant »

Plusieurs séquences sont venues rythmer ce mouvement de fond, entamé le 3 octobre sur un discours du patron de la réserve fédérale très positif sur l'économie américaine, tellement positif qu'il n'excluait pas d'accélérer la remontée des taux d'intérêts au-dessus d'un taux jugé "neutre" pour l'économie pour aller contrer un éventuel emballement de l'inflation. Les analystes, et notamment Omair Sharif, de la Société Générale, parlent maintenant « d'erreur de débutant », car ces quelques phrases ont amené des rééquilibrages financiers considérables sur des marchés déjà fébriles, signe qu'il était temps de prendre des bénéfices déjà très importants, notamment sur le compartiment de la tech.

Rééquilibrage trop violent visiblement. Aux Etats-Unis, la bourse est une affaire politique, elle guide la valorisation de la retraite de millions d'américains, elle est au coeur de « l'effet richesse » qui dope la consommation, et c'est bien pour cela que Donald Trump s'était octroyé le mérite des multiples records battus depuis son élection.

Depuis le 3 octobre, la Fed multiplie donc les rétropédalages, mais semble avoir perdu la main. Les tous derniers chiffres sur l'économie américaine restent remarquables, taux de chômage stable en novembre à 3,7%, mais les créations d'emploi ont été un peu moins fortes que prévu (155.000 créations, contre une moyenne annuelle à 204.000). Jeudi le Wall Street Journal écrivait que "les responsables de la Fed sont de moins en moins sûrs du rythme auquel ils doivent agir et jusqu'où ils doivent aller". Les investisseurs ont finalement compris le message comme un encouragement à se mettre à l'abri, vers la dette américaine à 10 ans par exemple, jugée beaucoup plus sûre que les actions en ce moment.

Confusion sur le commerce

D'autant que le front de la guerre commerciale reste confus. L'arrestation au Canada, le 1er décembre, de la directrice financière du groupe Huawei (accessoirement, et c'est sans doute le plus important, fille du fondateur de l'empire des télécoms) vient perturber un scénario de détente mis au point depuis le sommet du G20. Et là encore, la parole politique semble de peu de poids: « china talks are going very well » twitte Donald Trump, sans aucun effet sur Wall Street, qui préfère retenir des phrases de son conseiller Peter Navarro selon lequel « si les

discussions n'aboutissent pas dans les 90 jours, nous mettrons en place de nouvelles taxes ».

« C'est une structure de marché qui change en profondeur », nous dit le stratège de Montpensier Finances Wilfried Galland, « et il faudra du temps pour analyser la portée de ces changements et trouver les nouveaux points d'équilibre ». L'Europe de son côté « concentre toutes craintes » ajoute le président des Cahiers verts de l'Economie, Jean Pierre Petit, « les craintes sur l'économie américaine, parce que c'est le marché directeur, les craintes sur la guerre commerciale, parce qu'elle sera prise en étau, les craintes sur son fonctionnement, à quelques jours du vote sur Brexit, alors que le problème italien n'est pas réglé et que le problème français émerge. Si l'on peut espérer un retracement des pertes aux Etats-Unis, ce sera beaucoup plus compliqué en Europe dont la croissance ne décolle pas, et où les marges de manoeuvre de la BCE sont réduites ».

Ces déséquilibres de marché pourraient maintenant avoir des répercussions sur la marche économique du monde, car comme le dit notre éditorialiste Emmanuel Lechypre, dans ces périodes là, « il ne faut pas chercher dans l'économie réelle ce qui déstabilise les marchés, mais bien comment les marchés vont déstabiliser l'économie réelle ».

60% de baisse à prévoir sur les marchés actions ?

Rédigé le 10 décembre 2018 par [Bill Bonner](#)

La Fed ne peut plus que passer les taux de 2,5% à 0%. Pas certain que cela soit suffisant pour regonfler les bulles, comme le prouve l'expérience japonaise.

Deutsche Bank rapporte que 89% des placements sont dans le rouge dans le monde pour l'instant en 2018 – exprimés en dollars.

Est-ce une opportunité d'achat ?

C'est en tout cas ce que doit se dire le conseiller économique Larry Kudlow :

« L'économie est dans une forme incroyable. Nous connaissons un boom économique. Les gens pensaient que ce serait impossible. La réalité, c'est que nous faisons feu de tout bois. Les profits grimpent, la confiance augmente, les [emplois] cols bleus sont en hausse, les salaires sont en hausse »...

Mais les actions chutent. Dans le monde, quelque 5 000 milliards de dollars ont été supprimés de la valorisation boursière. Le S&P 500 est 10% inférieur environ à son sommet de septembre. Et les FAANG — les principales valeurs technologiques — ont perdu 25% ou à peu près.

Tout de même, il reste du chemin à parcourir.

L'indicateur favori de Warren Buffett mesure la relation entre la capitalisation boursière totale (toutes les actions additionnées) et le PIB. Elle est actuellement à des sommets record, à peu près à égalité avec le grand marché de bulle de 1999.

Les actions aujourd'hui sont équivalentes à 180% du PIB environ. Le Dow devrait chuter de 60% pour revenir à la normale.



Le Dow Jones bientôt à 10 000 ?

Il y a un autre moyen plus indirect d'envisager les choses : comparer la valeur nette du patrimoine des ménages américains (qui comprend l'immobilier, les obligations et les actions) avec la production nationale.

Dans la mesure où l'immobilier, les objets de collection, l'art, les obligations et à peu près tout le reste ont substantiellement grimpé, ce ratio est à un nouveau sommet record — à cinq fois le PIB.

Les actions (et autres actifs) devraient chuter de 30% environ pour retrouver la moyenne historique.

Un autre calcul encore examine le nombre d'heures qu'une personne moyenne devrait travailler pour acheter le S&P 500.

En 1980, par exemple, il ne fallait que 20 heures de travail pour acheter les 500 actions de l'indice.

Aujourd'hui, il faut 100 heures de plus — 120 au total, un nouveau record. La moyenne depuis les années 1960 est d'environ 50.

Cela implique un recul des cours de 60% environ. En d'autres termes... Dow 10 000, nous voilà !

Le retour du « put Greenspan »

Mais pas d'inquiétude. Les investisseurs pensent qu'ils sont le soutien de la Fed et de la Maison Blanche.

Vous vous souvenez du fameux « put Greenspan » ?

L'idée, développée après le krach de 1987, était que la Fed de Greenspan viendrait à l'aide des investisseurs boursiers et empêcherait toute perte permanente. Les prix pouvaient chuter de manière soudaine et sévère — la Fed ne tardait pas à venir à leur rescousse.

Fin des années 1980/début des années 1990, par exemple, la Fed a réduit le taux directeur de 700 points de base — 7% —, engendrant la bulle boursière de la fin des années 1990.

Ensuite, après l'inévitable effondrement des dot.com, Greenspan s'est précipité une fois encore.

Le taux directeur de la Fed fut réduit de 500 points de base, soit une augmentation sans précédent de la dose d'alcool versée dans le bol de punch. Cela fonctionna : la fête de l'argent facile ne tarda pas à reprendre de plus belle.

Le successeur de Greenspan, Ben Bernanke, utilisa à nouveau ce tour de magie après l'effondrement des actions en 2008-2009. Cette fois-là, il partit d'une position plus basse, avec seulement 500 points de base restant à réduire.

En panique, il les élimina jusqu'au dernier... atteignant le zéro. Il augmenta également la masse monétaire de la Fed — en inventant près de 4 000 milliards de dollars de nouvel argent pour acheter des obligations.

Une fois encore, le remède fonctionna — dans le sens où il regonfla la bulle.

Les investisseurs pensent donc probablement qu'un autre gros retournement sera suivi d'une autre grosse opération de sauvetage.

Ils ont peut-être également raison de penser qu'ils ont désormais le président des Etats-Unis d'Amérique de leur côté, en plus de la Fed.

Le président T. sait qu'il serait le principal perdant d'un marché baissier. Sa réputation de génie financier serait ruinée. Sa carrière politique (et notamment ses chances de réélection) serait finie. Sa fortune personnelle ne s'en sortirait pas très bien non plus.

Trump fera tout son possible pour que les prix continuent de grimper à Wall Street — y compris mettre la pression sur la Fed pour qu'elle baisse les taux... annoncer un accord commercial fantôme avec la Chine... accumuler de gigantesques déficits... réduire les impôts... ou simplement vanter les mérites de l'économie avec son mélange habituel de vraies rodomontades et de faux chiffres.

Mais cette fois-ci, il ne sera peut-être pas si facile de relancer la fête.

Retour en territoire négatif

Pour commencer, la Fed n'a que 225 points de base avec lesquels travailler. Elle peut les réduire ; ensuite, elle sera en territoire négatif.

Cependant, dans la mesure où l'inflation est à 2,5%... elle est *déjà* en territoire négatif, en termes réels.

Plonger encore plus profondément pourrait avoir des conséquences très étranges, voire fâcheuses. La Fed se méfiera... mais elle le fera quand même, comme nous le verrons.

Quant au président, il réagira lui aussi comme prévu. Il inventera son propre programme de relance — concentré sur des usines à gaz pour les infrastructures.

Mais lui aussi est en position de faiblesse. Les autorités fédérales enregistrent déjà un déficit de 1 200 milliards de dollars. A la pensée de déficits à 2 000 milliards de dollars, elles vont avoir des vapeurs.

Cela ne les arrêtera pas, bien entendu... mais les déficits supplémentaires feront grimper les prix à la consommation, et provoqueront sans doute une forme de stagflation dans l'économie.

La dette grimpera en flèche. La croissance s'affaîssera.

Et qu'en est-il des actions ? Grimperont-elles aussi à mesure que Trump et Powell mettent leurs propres *puts* en place ?

Pas nécessairement. Les Japonais avaient plein de *puts* eux aussi, et ils les ont tous utilisés après l'éclatement de leur bulle en 1989. Pourtant, le Nikkei ne s'est jamais remis : il est toujours 30% plus bas — 30 ans après !

Fausse monnaie, faux débats et faux-fuyants

Rédigé le 8 décembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Les marchés commencent à virer au rouge un peu partout dans le monde. Les bulles universelles ont moins de gaz pour gonfler.

La fausse monnaie, le crédit bidon adossé à la faculté de certains de payer des impôts, se fait plus rare.

Fausse monnaie, faux débats et faux-fuyants, il y a un fil conducteur commun à tout cela, en dehors de l'adjectif « faux ». Car la monnaie est au carrefour de l'économie, de la politique et des impôts.

Bill Bonner :

« Le Vieux Continent est convaincu que [le changement climatique présente un danger clair et présent](#)... pouvant causer des dommages irréparables. C'est une menace, disent les élites européennes, qui doit être arrêtée avant qu'elle ne provoque encore plus de dégâts.

M. et Mme Tout-le-Monde ont moins de certitudes sur le sujet. Ces derniers temps, ils descendent dans la rue et brûlent des voitures pour protester contre la hausse des prix du carburant, faisant reculer les autorités françaises — pour le moment.

Tout de même, en Europe, si l'on affirme plumer une oie pour le bien de l'environnement plutôt que pour le dîner de Noël, on entendra nettement moins de cris.

Aux Etats-Unis, les cacardements s'arrêtent lorsqu'on affirme qu'il s'agit de 'protéger l'armée'. De quoi l'armée a-t-elle besoin d'être protégée ? Voilà qui n'a jamais reçu d'explication adéquate ».

Les gens pensent qu'en mettant un bulletin de vote, ils ont le droit de décider. Mais décider de quoi ?

En réalité, la plupart des décisions échappent à tout le monde. Elles sont prises « en haut » à des niveaux mystérieux pour le simple citoyen. L'OTAN, l'Union européenne, l'OMC, la COP24, le G20, G8, GX ou GY, le FMI, la Banque centrale européenne...

Le climat, le pacte mondial pour les migrations(*), la santé, les taux d'intérêt, les prix de l'électricité, les taxes à l'importation...

Le simple citoyen a l'impression qu'il ne maîtrise plus rien. Côté porte-monnaie, ce n'est pas qu'une impression, c'est une certitude.

Il maîtrise de moins en moins son budget, la part des dépenses contraintes ou dites pré-

engagées ne cessant de grandir.

Plus possible de choisir qui décide ?

En ce moment fleurissent des éditoriaux sur la démocratie directe, ses méfaits ou ses bienfaits, etc.

On lit moins d'éditoriaux sur le principe de subsidiarité. Qui décide ?

Définition Wikipedia :

« La responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, revient à l'entité compétente la plus proche de ceux qui sont directement concernés par cette action ».

En gros, l'existence d'un rond-point dans votre commune sera décidée par votre conseil municipal et pas par Paris, Bruxelles ou Pétaouchnock. Si vous n'êtes pas content, vous allez trouver votre maire pour discuter de cet important (pour vous) sujet.

Si l'on applique le principe de subsidiarité, plus l'échelon de décision s'éloigne de ceux qui sont directement concernés, plus le pouvoir de décision doit être faible.

Mais c'est sans compter sur le *Deep State* ou la Parasitocratie.

Des accords se nouent à haut niveau poursuivant de très nobles objectifs : lutter contre le changement climatique, faire reculer la pauvreté, assurer la paix dans le monde...

Ces nobles objectifs demandent que vous y consacriez des milliers de milliards. Si vous refusez, vous êtes égoïste, réactionnaire, raciste...

Les compétences de plus en plus larges déléguées à des échelons de décision toujours plus éloignés se multiplient.

L'Etat lutte contre le climat, finance le recul de la pauvreté et la paix dans le monde mais l'Etat impuissant demande aux commerçants de se barricader un samedi. Il est incapable d'assumer ce pourquoi il existe : la sécurité et la propriété de chacun.

[Le Brexit signifiait pour les Britanniques « nous voulons choisir qui décide ».](#)

Il semblerait que, même pour eux, ce ne soit plus possible.

Si vous voulez avoir la main sur votre vie, votre argent, votre liberté, déléguez le moins possible. Demandez-en le moins possible à l'Etat.

Dans son [article sur les gilets jaunes, Damien Theillier](#) rappelait cette citation de Frédéric Bastiat :

« Vous qui pouvez tout, vous qui disposez de la Force, vous qui convertissez le mal en bien, de grâce, spoliez les autres classes à mon profit. Forcez-les à s'adresser à moi pour leurs achats, ou bien à me payer des primes, ou bien à me donner une instruction gratuite, ou bien à me prêter sans intérêt, etc. C'est ainsi que la loi devient une grande école de démoralisation [...]. La spoliation [...] finit par devenir toute une savante théorie qui a ses professeurs, ses journaux, ses docteurs, ses législateurs [...]. Malheureuse, trois fois malheureuse la nation, où les questions se posent ainsi ; où nul ne songe à faire de la loi la règle de la justice ; où chacun n'y cherche qu'un instrument de vol à son profit, et où toutes les forces intellectuelles

s'appliquent à trouver des excuses dans les effets éloignés et compliqués de la spoliation ! »

Mais quittons Bastiat et le XIXème siècle pour retrouver le sérail politique du XXIème siècle ausculté par Nicolas Perrin.

USA: Nouveaux sommets historiques au 3ème trimestre 2018 pour ces 3 bulles de crédit qui menacent d'exploser à tout moment

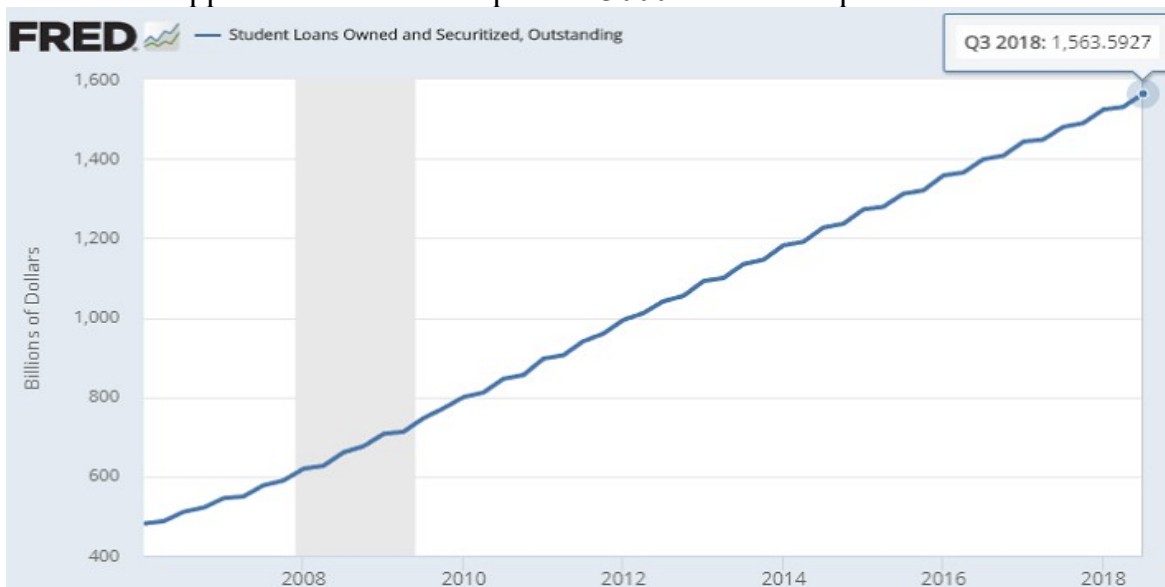
GoldBroker.fr et BusinessBourse.com Le 09 Déc 2018

C'est la prochaine bombe après les subprimes: Ces trois bulles de crédit menacent d'exploser à tout moment. Suite à la récente mise à jour réalisée ces jours récents par la réserve fédérale américaine, ces dernières viennent d'atteindre de nouveaux sommets historiques.

les Américains n'ont jamais été autant surendettés, et malgré qu'ils aient vécu longtemps au-dessus de leurs moyens, ils continuent à le faire. Ils s'endettent pour étudier, ils s'endettent pour se déplacer, ils s'endettent pour vivre. Aucune leçon n'a été tirée de la dernière crise financière. Pour Philippe Béchade, rédacteur en chef du site [La bourse au quotidien](#) et Président des [Econoclastes](#), cette triple bulle risque d'exploser à tout moment, et même si ce n'est pas un grand « BANG » comme on l'a eu avec Bear Stearns ou Lehman en 2008, là aussi, sachez, que ça commence à sentir très mauvais.

1- Dette Etudiante: 1563,5927 milliards de dollars

Il n'est pas rare d'entendre dire que la croissance de la dette étudiante est une bombe à retardement qui menace de faire exploser l'économie américaine. La dette étudiante progresse approximativement de près de 3000 dollars chaque seconde.



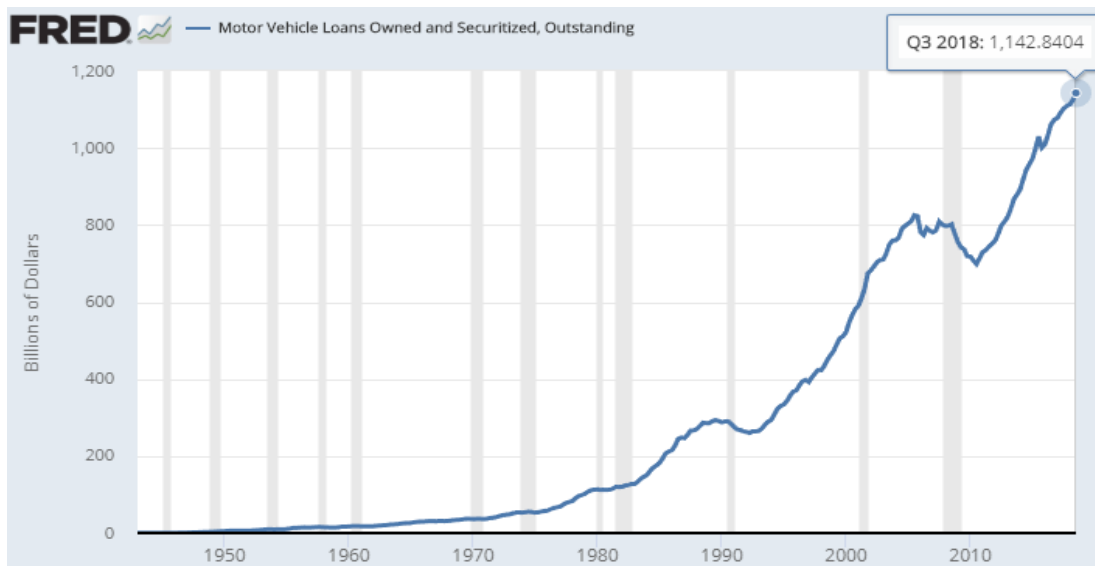
Sachez que 700.000 retraités américains n'ont toujours pas fini de rembourser leur dette étudiante.

En 2015, près de 7 millions d'Américains n'ont pas payé leurs prêts étudiants.

Croulant sous les dettes, près de 20% des jeunes adultes américains vivent chez leurs parents ou grands-parents

2- Dette sur Prêts automobiles: 1142,8404 milliards de dollars

L'Amérique est confrontée à une crise des prêts automobiles à risque. Ces "subprime auto loan" ou "prêts automobiles à risque" sont comme ceux de l'immobilier, ils sont souvent titrisés par les banques et redistribués aux investisseurs via divers produits financiers.



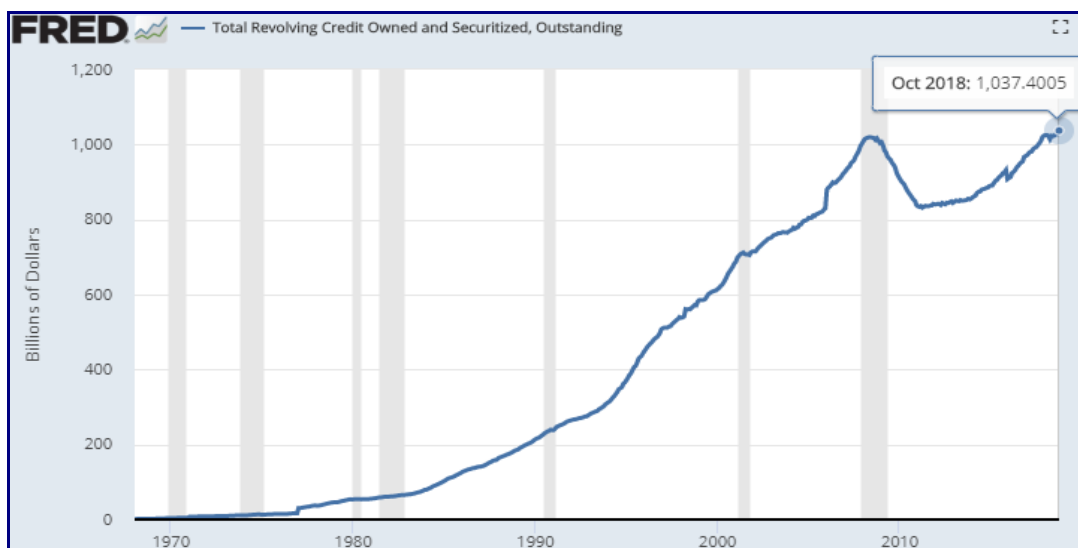
En Janvier 2016, Philippe Béchade était très déjà préoccupé par le secteur automobile américain qui ressemble à s'y méprendre aux subprimes qui avaient déclenché la crise financière en juillet 2007.

Les ventes de Véhicules U.S plongent & l'endettement des américains n'a jamais été aussi important

La prochaine crise des subprimes est déjà là. 12 faits montrent que le secteur automobile U.S est au bord du gouffre

3- Dette sur les cartes de crédit: 1037,4005 milliards de dollars

L'endettement total sur les cartes de crédit aux États-Unis se rapproche des 1.000 milliards de dollars. Les consommateurs américains n'arrêtent pas d'accroître leur endettement sur les cartes de crédit.



Selon Deacon Hayes, fondateur de [Well Kept Wallet](#), la bulle sur les cartes de crédit ne cesse de croître et peut exploser à tout moment. Mais pour lui, c'est un cocktail de plusieurs dettes qui est dangereux. Par exemple la dette étudiante a presque doublé depuis la dernière crise financière

4- Le Bilan de Philippe Béchade: [Cette triple bulle de crédit US de plus de 3500 milliards de dollars commence à sentir très mauvais](#)

« La révolution selon Macron !! »

par [Charles Sannat](#) | 10 Déc 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Le destin est parfois cruel. Le livre programmatique de Macron était intitulé tout simplement « Révolution ». Programmatique, mais aussi presque prophétique.

Comme me le faisait si justement remarquer ma femme devant la TSF lors de la journée de samedi, « tu sais mon chéri, il y a quand même un truc qu'on ne pourra pas enlever à Macron, c'est sa capacité à organiser les plus belles festivités commémoratives de mai 68... » Bon, c'était son moment taquin et cruel. Vous savez, les femmes sont terribles. Bien plus que nous, les hommes, souvent un peu « brut de décoffrage ». La finesse féminine sait appuyer généralement là où cela est douloureux.

D'ailleurs, les femmes de France sont très remontées et très nombreuses sur les barricades.

Bon, où en sommes-nous de cette restauration?

Les mots ont un sens et peuvent être parfois lourds de conséquences.

Il appartient à chacun de faire et dire en ces moments de flottement ce qui lui semble bon et juste pour le plus grand nombre.

Je connais que trop l'histoire pour savoir à quel point les révolutions sont dangereuses et se

terminent dans des bains de sang et la création d'une nouvelle caste oligarchique qui remplace celle d'avant... pour recommencer l'exploitation des pauvres gens... comme avant !



Le « Mein kampf » de Macron

La restauration, démocratique, pacifique de l'idée « du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » est une nécessité.

C'est un combat légitime s'il est mené de manière résolument non violente, et la force du mouvement des gilets jaunes est telle qu'il a évidemment la puissance nécessaire pour faire trembler jusqu'à la présidence. Nous y reviendrons.

Le gouvernement a su jouer les risques de morts.

C'est heureux d'ailleurs que nous ne comptons pas de victimes.

Ce qui m'a franchement étonné, c'est le nombre colossal de manifestants avec une mobilisation qui ne faiblit pas malgré une propagande considérable visant à décourager les moins motivés. « N'y allez pas, vous allez tous mourir »... Il va falloir trouver autre chose pour samedi prochain, sinon, il va y avoir beaucoup plus de monde.

Les chiffres cocasses. 1 500 manifestants, 1 750 arrestations...

Gamin, je me souviens de l'exemple de l'URSS. Là-bas, la Pravda, qui était un peu à l'information ce que BFM TV est devenu chez nous au journalisme, expliquait doctement aux populations de l'Union soviétique que jamais la production de blé n'avait été aussi importante, que de nouveaux records venaient d'être battus, et chaque année c'était encore mieux que l'année d'avant. Dans la rue, les Soviétiques, eux, n'avaient du pain qu'une fois par semaine, et encore... en faisant 4 heures de queue !

Bref, nous vivons un instant quasi soviétique.

Si le système médiatique prend ostensiblement les sans-dents pour des imbéciles, le problème c'est que là, ils pilonnent tellement fort que cela se voit.

Nous assistons à des dialogues surréalistes où des journalistes expliquent à un pauvre gilet jaune, qui explique que l'État va privatiser la Française des Jeux ou les barrages EDF ou encore les aéroports de Paris qui gagnent des sous pour renflouer les caisses de l'État, qu'il faut y penser et sans doute ne pas le faire. Réponse du journaliste : « Vous êtes un faux gilet jaune pour savoir tout ça, vous avez une pensée politique, donc vous n'êtes pas un vrai gilet

jaune »... Hallucinant. « Un gilet jaune ne sait pas réfléchir »... Systèmes médiatique et politique devenant complètement fous.

Il y avait donc officiellement 1 500 manifestants sur les Champs. 8 000 CRS qui ont interpellé 1 750 personnes. Hahahahahahahahaha, bienvenue chez Manu-Ubu roi... Je force à peine le trait.

Déni, répression, et... dictature ou démission !

Ce qui se joue ici est une lutte très déterminée du peuple pour restaurer son pouvoir.

L'histoire des taxes sur le gasoil est désormais totalement secondaire. La France est entrée en sécession vis-à-vis de sa classe politique. C'est évidemment aussi dangereux que grave. Après la phase de déni, la phase où il a fallu tenter de dissuader les gens de manifester, l'État est entré dans une phase de farouche répression.

On fait sortir les blindés, on arrête 1 800 personnes dont la plupart n'ont pas fait grand-chose si ce n'est d'avoir dans un sac à dos de quoi largement se protéger des gaz lacrymo... La justice sera sévère et dure avec essentiellement de bons gars inconnus des services de police. 1 700 ou 1 800 arrestations, et des pillages partout, dans tout notre pays...

Navré de le dire, mais en maintien de l'ordre... il va falloir faire mieux et plus pertinent...

Quand un gouvernement embastille son peuple, nous sommes sur une mauvaise pente qui me rappelle les « zeureslesplussombres » de notre histoire.

À propos de « zeureslesplussombres », quand on filme l'arrestation de masse de 150 gamins, car, ce sont des gamins, les mains sur la tête, alignés contre un mur, attendant l'exécution sommaire, qui heureusement ne viendra pas, nous sommes sur une pente dangereuse.

Très dangereuse.

Ils alimentent de manière irresponsable l'insurrection !

Un gamin qui se tient mal mérite une correction. Inutile d'interdire aux parents la claque au cul et au lit si c'est pour les aligner plus tard à coup de flash-ball contre les murs d'une banlieue défavorisée.

Les humiliations d'aujourd'hui font les insurgés de demain.

Des gilets jaunes chargés alors qu'ils sont assis, pacifiques, c'est une violence subie qui justifiera des violences demain.

Le cycle infernal de la violence. La seule violence légitime est à l'égard des casseurs et des pilleurs.

Pour lutter contre cette insurrection, il faut lui couper ses sources de carburant. Elles sont essentiellement au nombre de deux, et je vais être sympa en donnant le tuyau aux mamamouchis.

Pour gagner la bataille des cœurs, la répression doit rester modérée et pondérée, et adaptée, c'est-à-dire proportionnée. Ainsi elle sera acceptée par les citoyens et sera tolérable pour les forces de l'ordre au long cours.

La deuxième manière d'éteindre le feu, c'est d'introduire immédiatement le référendum dès 500 000 signatures ou tout autre seuil qui se discute, comme en Suisse avec le système de votation... et là, le peuple pourra dire qu'il se sera réapproprié son destin.

Petit bonus, sous forme de primes et sous-sous pour remplir les gamelles et alléger les gabelles.

La répression est intenable dans la durée. Elle ne peut pas constituer le projet présidentiel!

Le gouvernement et les mamamouchis doivent comprendre qu'il n'y a aucune répression qui sera tenable dans le temps. Aucune humiliation de masse n'est souhaitable.

Les Français, très majoritairement, ne veulent pas d'anarchie et restent favorables à l'ordre républicain. L'ordre républicain se doit d'être juste.

Les policiers, les juges, les corps intermédiaires peuvent être complaisants à court terme, le temps de laisser le temps au pouvoir de trouver une solution politique.

À moyen terme, les forces de l'ordre comme les juges cesseront d'embastiller le peuple. Les forces de l'ordre protègent la population. Ils ne sont pas la milice d'intérêts privés.

Les juges rendent la justice au nom du peuple français, formule qui orne chaque jugement. Les mots ont un sens.

La répression ne fonctionnera pas, pas plus que la peur n'a dissuadé les gens de sortir massivement dans la rue.

L'essentiel pour éteindre le feu qui brûle les cœurs, les colères qui enragent le peuple, c'est de rendre le pouvoir (au moins en partie), et d'accepter d'être le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Voilà ce qui serait un message d'apaisement solide et qui constituerait une sortie de crise crédible.

La seule chose que nos dirigeants puissent désormais faire, s'ils étaient pleins de sagesse, serait de se battre pour transformer cette révolution en restauration démocratique et citoyenne en modernisant considérablement des Institutions auxquelles nous sommes collectivement relativement attachés... et en « coconstruisant » la nouvelle démocratie en étant eux-mêmes les politiciens acteurs de ce grand mouvement en marche... J'adore parler comme eux, mais bon, ne soyons pas dupes !

Je crains évidemment que ce ne soit pas le cas. Macron est tellement perçu comme le président de l'oligarchie, faisant la politique de l'oligarchie pour l'oligarchie, que la confrontation risque d'être durable. D'ailleurs Macron n'est pas le seul à « refuser » le changement. Les derniers propos de Ségolène Royal expliquant que cela fera « des souvenirs aux gamins » (de Mantes la Jolie) montre bien le refus de rendre un peu de pouvoir au peuple.

Dans tous les cas, Macron ne peut plus gouverner tel qu'il l'envisageait ce qui ne veut pas dire qu'il ne peut plus gouverner. Il faut donc se poser la question de la pertinence de sa présence au plus haut sommet de l'État et du sens de son action future à la présidence.

Vers la solution historique de la démission d'un président ?

Tous ceux qui observent vraiment et écoutent réellement ont compris à quel point le niveau de

haine était élevé. C'est même du jamais vu. Nous ne parlons plus ici de popularité ou de cote d'impopularité.

Nous parlons de haine, et c'est infiniment plus grave et plus inquiétant et en aucun cas souhaitable pour notre démocratie et nos institutions.

Espérons que le discours du président calmera les esprits et qu'il saura trouver les mots et les propositions qui inciteront les gens à rentrer chez eux.

Si ce n'est pas le cas, alors, la seule solution la plus sage consistera à préparer en bon ordre le retrait du président qui, conformément à la Constitution, laissera le pouvoir au Président du Sénat, Gérard Larcher, un homme d'expérience, peu clivant, plutôt débonnaire et rassurant, amateur de choucroute et de cassoulet qui sera en mesure de préparer et d'organiser de nouvelles élections avec cette fois, un débat, un vrai débat.

S'accrocher à un pouvoir qui confère une autorité qui n'est plus respectée ni même respectable est une mauvaise gestion d'une situation dont nos mamamouchis n'ont pas encore totalement pris la mesure de la profondeur et de la gravité.

Poser la question du maintien de Macron n'est pas une provocation. C'est encore un peu tôt, et je me situe ici dans l'anticipation car si dans les deux semaines qui viennent le mouvement perdure avec la même force, alors c'est cette question qui sera sur toutes les lèvres.

Économiquement, c'est, disons-le sans faux-fuyant, la catastrophe. Même Bruno Le Maire le confirme. Paris était fermé, les commerces aussi dans une grande partie du pays, les pillages ont été nombreux, les dégradations, massives. La France ne pourra pas tenir éternellement de cette façon-là.

Enfin, le JDD a fait part de la dernière fuite du Palais où Macron a confié à ses conseillers... »Quand il y a de la haine, c'est qu'il y a aussi une demande d'amour ».

Certes, mais le pays n'a pas besoin ni d'une cellule psychologique ni d'une psychothérapie générale avec des câlins gratuits. Personne ne croira Jupiter s'il vient jouer la pièce de théâtre du « mais je vous aime ».

Il est important de préciser au président que le peuple risque de demander des « preuves d'amour », et que ces preuves d'amour, c'est a priori plus de liberté et d'autodétermination.

Pour le moment, notre pays est toujours sur la corde raide. Tout peut arriver. Le président peut reprendre le contrôle de la situation... ou pas, tout peut basculer, alors...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Finalem^{ent}, octobre c'était bien

Thomas Veillet Investir.ch 10.12.2018

Depuis que l'on a inventé la bourse, le mois de décembre est généralement un bon mois. D'abord parce qu'il y a plein d'apéros de fin d'année et qu'ensuite c'est la saison du Christmas Rally qui fait monter les actions parce que les gérants ils veulent montrer plein de jolies actions achetées pas chères dans les portefeuilles de leurs clients.



Sauf que pas cette année.

Non, cette année on a décidé de se faire mal jusqu'à Noël. Il y a bien quelques traders plein d'espoirs qui se raccrochent encore au fait que le meeting de la FED pourrait tout changer dans une semaine. Mais franchement autant espérer que Superman et Batman se mettent ensemble pour empêcher les marchés de tomber.

Je trouve d'ailleurs effarant cette année notre obsession à trouver LE TRUC qui va nous changer la vie. Il y a eu la Corée, puis il y a eu les "mid-terms", puis les discussions avec Xi Jinping et maintenant on est obsédé par le fait que la CFO d'Huawei soit en taule, mais avant on avait été bouleversé par le fait que Powell soit "un peu moins motivé" à monter les taux... Et puis là, soudainement on se dit que la FED pourrait tout changer dans 10 jours.

Regarder l'horizon

Il serait peut-être temps que l'on commence à regarder un peu plus loin que la pause-café de 9h30 et que l'on pense aussi à investir pour dans 5 ou 6 ans plutôt que pour les 6 prochaines minutes.

La semaine dernière aura été horrible. La plupart des marchés se sont donc fait défoncer, 5.6% de baisse sur le Dow Jones, 6.3% sur le Nasdaq, près de 6% à Francfort, plus de 6% à Tokyo et 4.7% à Paris. Même la Suisse perdait plus de 4%.

C'est vite vu, sur la liste des "grandes places de bourse", il n'y a rien qui est en terrain positif. Mis à part l'or, mais l'or c'est pas pareil.

Pas fini

Et quand on voit la tronche des futures ce matin, on peut se dire que ce n'est pas fini. L'ambiance est pourrie et tout le monde s'attend au pire. Entre la FED qui pourrait nous lâcher, Trump qui pourrait se fâcher avec la Chine (ah oui, parce que le moratoire de 90 jours on peut déjà se l'accrocher derrière les oreilles, tout le monde s'en fout).

On se dit aussi que si les Canadiens ne libèrent pas la fille du patron d'Huawei, les Chinois pourraient bien commencer à s'énerver autrement que via les tarifs douaniers – une bonne guerre pour de vrai, ça ferait du bien pour conclure la récession dans laquelle bientôt 80% des gens pensent que nous allons...

Oui, parce qu'il ne faut pas oublier non plus que nous sommes dans une période où la courbe des taux est en train de s'inverser. Et quand la courbe des taux s'inverse c'est (presque) toujours un signe de récession à venir.

Inverted Yield Curve (trop classe comme nom)

Nous avons donc trouvé un nouvel indicateur qui marche “à coup sûr”. Le même genre d’indicateur qui nous disait que le marché allait aller 75% plus bas alors qu’il était au plus bas de 2009. Le même indicateur qui nous disait que “c’est sûr” le pétrole va à 10\$ – le même que l’on a réutilisé pour nous annoncer que le baril allait à 100\$ pour Noël. CE NOËL, pas celui de 2026.

La certitude que la courbe inversée est annonciateur de récession est donc la nouvelle mode.

Ce qui est bien, c’est que du moment que l’on constate la chose, on a l’impression que le marché veut IMMÉDIATEMENT “pricer” la chose.

- inversion de la courbe
- paf, 10% de correction en 2 semaines, comme ça le terrain est préparé.

Autant tout vendre, comme ça quand la récession nous atteindra, on sera déjà prêt.

SHORT NOW !!!

C’est un peu comme si tu vendais tout ton matériel de ski parce que tu sais qu’avec le réchauffement climatique, tu ne pourras plus skier dans 20 ans, alors ça ne sert plus à rien.

Oui, parce que pendant que tout le monde s’ouvrait les veines avec du verre pilé en observant l’inversion de la courbe des taux, certains se sont tout de même penchés sur le concept. **ALORS OUI C’EST VRAI; l’inversion de la courbe des taux EST UN INDICATEUR DE RÉCESSION** qui fonctionne plutôt pas mal.

Sauf que...

Oui, sauf que l’arrivée d’une récession n’est généralement pas agendée **LE LENDEMAIN** de l’inversion de la courbe. En général c’est entre 9 et 69 mois plus tard. Avec une moyenne de 27 mois.

Alors étant donné notre vision **ULTRA-MEGA-COURT-TERME** de la finance actuellement, c’est comme si je vous disais que la prochaine récession est agendée pour l’an 2914 et que ce matin vous vous mettiez “short”, juste pour être prêt au cas où.

Bref, si j’étais psy je mettrais les bourses mondiales en arrêt de travail, parce qu’elles sont clairement en Burn-Out.



Vivement ce soir

Ce matin les chiffres économiques sont mauvais au Japon, la croissance est toute pourrie, si ça se trouve il n'y en a pas et le Nikkei dévise de 2.2%, comme c'est la mode partout ailleurs.

Hong Kong recule de 1.4% et la Chine de 0.8%, il faut dire que les chiffres économiques chinois n'étaient pas bons non plus, puisqu'en plus de la Trade War qui devrait reprendre de plus belle tout soudain, du fait que l'héritière de Huawei soit en taule au Canada, obligée de manger du caribou, il y a aussi le fait que les chiffres des exportations chinoises n'étaient pas bon et que la c'est sûr, on est foutu.

Ce qu'il y a de bien de nos jours, peu importe les nouvelles, on est tellement fort en anticipation, que l'on intègre absolument tout dans les prix dans la seconde qui suit. Même les trucs qui auront un impact APRÈS la prochaine ère glaciaire.

Nouvelles neuves qui vont tout changer

Dans les nouvelles du jour, hier soir Elon Musk était invité dans l'émission 60 minutes et il s'en est encore pris à la SEC qui sont méchants avec lui et à tout ceux qui n'ont rien compris à son business model, ni à celui de Tesla d'ailleurs. Rien que du très grand classique made in Elon Musk.

Par contre pas de pétard ou de whisky hier.

Autrement, le chef économiste du FMI est venu nous dire que "selon lui", l'économie américaine était prête à ralentir. Probablement à cause de l'inversion de la courbe des taux.

BREXIT, BREXIT, BREXIT, BREXIT, BREXIT (fatigué)

Et puis demain il y aura le vote du BREXIT, ça nous permettra au moins de parler d'autre chose que des conditions de détention au Canada et du fait que la Chine convoque l'ambassadeur américain pour protester contre l'arrestation de la fille de... Ce qui est drôle quand même, c'est que c'est les Canadiens qui l'on arrêtée et que c'est les Américains qui sont convoqués à Pékin, comme si le Canada n'était qu'un autre état dépendant de Trump.

Et puis en France, mis à part qu'Erdogan condamne les violences policières, le Roi Macron va s'adresser à ses sujets ce soir à 20h pour essayer de calmer les gilets jaunes. À moins qu'il annonce sa démission, ça ne suffira pas.

Par contre, si jamais, Sarkozy a fait savoir qu'il était prêt à revenir en cas de besoin. Incroyable, le gars il a une place de parking à l'année devant le tribunal, il y est plus souvent que les juges, mais il voudrait revenir au pouvoir...

Surtout ne pas rire.

Le Bear Market est à nos portes

Autrement les futures sont en baisse de 0.7% ce matin. Visiblement la bonne ambiance continue. La société Ned Research nous annonce que le Bear Market est là et prévient que les actions vont encore baisser de 20%.

Pas 19.5%, pas 18.7%, pas 21.6%, NON ! 20%... tout rond. La finance est un métier de

chiffres. Un métier de précision qui ferait passer les horlogers suisses pour des bricoleurs du dimanche. Ce qui est bien dans la finance, c'est que NOUS, on sait.

On sait toujours mieux après, mais avant on est très fort aussi.

Je ne vous fait donc pas un dessin, pour l'instant ça n'a pas l'air franchement mieux que la semaine dernière, sauf qu'il fait plus froid. Là tout de suite, je suis assez tenté d'allumer un feu de cheminée et de retourner me coucher en attendant le soleil et la neige, histoire de faire quelque chose de constructif...

Passez tout de même une excellente journée et rassurez-vous, dans 14 jours c'est Noël et ça nous fera des vacances.

Thomas Veillet
Investir.ch

« A celebrity is a person who works hard all his life to become well known, then wears dark glasses to avoid being recognized. »

-Fred Allen

L'économie américaine point d'interrogation

François Leclerc 7 décembre 2018 <https://décodages.com/>

En ralentissant le rythme de la hausse de son principal taux directeur, Jerome Powell, le président de la Fed, cède-t-il aux injonctions de Donald Trump, en y mettant les formes ?

Le président américain voit avec le retour à un taux plus élevé un obstacle à la croissance économique, sur laquelle est fondée toute sa politique, tandis que la Fed défend la sienne faite d'un retour progressif à la normale, à condition de ne pas surprendre les investisseurs dont les montages financiers ne supporteraient pas une brutale hausse des taux.

Les dirigeants de la Fed annoncent donc vouloir faire preuve de plus de circonspection et, selon le Wall Street Journal, « sont de moins en moins sûrs du rythme auquel ils doivent agir et jusqu'où ils doivent aller, et ils veulent évaluer la réaction de l'économie aux mesures qu'ils ont déjà prises ». Cela ne semble pas être des paroles répondant à des pressions politiques, l'aplatissement de la courbe des taux annonçant une prochaine récession n'étant pas un indicateur que l'on peut négliger.

Entre une baisse spectaculaire de Wall Street jeudi dernier, suivie par les grandes places boursières dans le monde entier, et dès le lendemain son rebond, il y a de quoi s'interroger sur ce qui suscite de tels brusques mouvements boursiers. On pourrait trouver leur origine dans les péripéties des négociations commerciales avec la Chine. Ou bien dans un trop plein d'incertitudes rendant très nerveux les spéculateurs. Qui peut en effet prétendre maîtriser la compréhension du monde en ces temps particulièrement troublés et ne pas s'affoler pour un oui ou pour un non ?

Donald Trump doit enregistrer un déficit commercial record, à l'opposé de ses prétentions. Les faits sont là : les exportations américaines baissent et les importations sont soutenues ; les achats de soja chinois ont chuté, pas les achats américains de l'aluminium malgré sa taxation, faute de capacités industrielles en mesure de répondre à la demande.

Jerome Powell continue de souligner que l'économie américaine s'accroît à un rythme soutenu mais veut en savoir plus. Il tempère l'enthousiasme autour de la hausse récente des salaires. « Même s'il y a eu des avancées récemment dans la croissance des salaires, les basses rémunérations ont augmenté très lentement ces dernières décennies », a-t-il relevé.

« Les bénéfices de la solide économie et de la santé du système financier n'ont pas touché tous les Américains », a-t-il ajouté, observant que « les statistiques tendent à masquer d'importantes disparités au niveau des revenus, des races et des zones géographiques ».

Toujours les inégalités.